

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En K€	Note	2023	2022
Chiffre d'affaires	Note 6.1	15 615 289	15 428 140
Autres produits		-	-
Achats consommés	Note 6.2	- 8 551 395	- 8 329 564
Autres achats et charges externes	Note 6.2	- 1 781 301	- 1 669 098
Charges de personnel	Note 6.3	- 3 102 469	- 3 099 224
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note 6.2 & 9	- 893 966	- 898 745
Taxes	Note 6.2	- 101 748	- 96 748
Autres charges	Note 6.2	- 54 380	- 61 166
Résultat opérationnel courant		1 130 030	1 283 858
Produits opérationnels non courants	Note 6.3.6	524 544	136 722
Charges opérationnelles non courantes	Note 6.3.6	- 462 774	- 143 269
Résultat opérationnel		1 191 800	1 277 311
Produits financiers		269 154	507 716
Charges financières		- 392 762	- 539 475
Résultat financier	Note 7	- 123 609	- 31 759
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	Note 5.5	- 337	- 2 480
Résultat avant impôt		1 067 855	1 243 073
Charge d'impôt sur le résultat	Note 8.1	- 270 099	- 347 068
Résultat net de la période		797 756	896 005
Résultat de la période attribuable aux :			
Part du groupe		800 906	898 127
Participations ne donnant pas le contrôle		- 3 150	- 2 122

DECATHLON
Société Européenne
Au capital de 10 600 000€
Siège social : 4, Boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 24 JUIN 2024

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide d'affecter le bénéfice de l'exercice social clos le 31 décembre 2023, s'élevant à **1 289 451 981,91 €** de la manière suivante :

- une somme de 403.229.295,00 €
A titre de **Dividendes**
(soit un dividende unitaire de 6,30 € par action)
- le solde, au poste « Autres réserves », soit la somme de 886.222.686,91 €

Total = **1.289.451 981,91 €**

Le montant du dividende ci-dessus tient compte de toutes les actions existantes.

Si à la date de mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, le montant correspondant au dividende non versé au titre de ces actions serait porté au compte « Report à Nouveau ».

Le revenu global procuré par action s'élèvera à 6,30 € représentant le dividende distribué. Ce dividende ouvrira droit au profit des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France à un abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant, pour les personnes ayant opté pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Il sera mis en paiement le 27 juin 2024.

Enfin, conformément à l'article 243 bis du code général des impôts, l'Assemblée rappelle le montant du dividende par action distribué au titre des trois exercices précédents, savoir :

Exercice	Dividende prélevé sur le résultat	Dividende prélevé sur les réserves	Distribution totale	Abattement fiscal de 40 %
2020	63,40 €*	0 €*	63,40 €*	25,36 €*
2021	71,29 €*	0 €*	71,29 €*	28,516 €*
2022	6,30 €**	6,30 €**	12,60 €**	5,04 €**

*avant la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10
** après la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10

* * * *

.../....

Monsieur **Fabien DERVILLE**,
Président de Séance

Fabien Derville

DECATHLON

Société Européenne
Au Capital de 10 600 000 Euros
Siège Social : 4, boulevard de Mons
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
RCS LILLE METROPOLE 306 138 900

ASSEMBLEE GENERALE DU 24 JUIN 2024

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2023

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions et tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après les différentes informations, telle que la réglementation le prévoit.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX

I – SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

L'année 2023 a été marquée par la construction de nouvelles stratégies autour du projet dévoilé fin 2022 : une North Star (Move people through the wonders of sports), et cinq piliers stratégiques forts. L'équipe dirigeante du Groupe a continué à se renforcer.

L'organisation des marques a été fortement repensée et simplifiée (de 85 marques à 12 univers sportifs) afin de gagner en clarté et en lisibilité auprès de nos clients. De nombreux partenariats ont continué à être conclus, notamment avec l'équipe professionnelle cycliste AG2R, et avec l'UEFA pour fournir les ballons de l'Europa League et de la Conference League (dont certains prendront effet en 2024).

La stratégie des activités de Value Chain (production, supply, logistique) a également été repensée, avec la création de 7 zones mondiales qui permettront de mieux animer ces enjeux essentiels pour le Groupe, notamment la durée de rotation des stocks, qui a sensiblement diminué en 2023. Parallèlement, le Groupe a cédé l'ensemble de ses activités en Russie.

L'année 2023 a également été marquée par une baisse de 9,1 % des émissions du CO2 du Groupe, qui a poursuivi des objectifs ambitieux sur le sujet. Pour la seconde année consécutive, la croissance du Groupe a été découplée des émissions de CO2, qui suivent une trajectoire inverse. Les ventes de produits ecodesign sont passés de 23% à 38,80% en 2023, et l'empreinte carbone absolue du groupe a diminué, évoluant de 11,6 millions de tonnes en 2022 à 10,4 millions de tonnes en 2023, ce qui représente une baisse de

10,01%, nettement au delà de l'objectif, malgré une croissance de chiffre d'affaires consolidé de 1 %.

L'année 2023 a également vu le Groupe opérer une cession d'un large portefeuille d'actifs immobiliers (sale and lease back), afin de pouvoir réinvestir sur des projets plus stratégiques pour le Groupe.

Enfin, en 2023, le Groupe s'est désengagé de Russie en cédant ses deux filiales russes à un investisseur local.

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à **1 411 598 000 euros**

Le total des produits d'exploitation s'élève à **1 834 644 422 €**, le total des charges d'exploitation ressort à **1 533 983 165 €** après dotation aux provisions et amortissements.

Le résultat d'exploitation ressort à **300 661 257 €** contre **440 225 843 €** pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôt s'élève à **1 471 311 464 €**, contre à **1 056 092 855 €**, au titre de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève à **-59 702 583 €**, contre **-11 334 461 €**, pour l'exercice précédent.

La participation des salariés aux résultats de l'entreprise a été provisionnée pour un montant de **31 973 900 €**. L'impôt sur les sociétés de l'exercice s'élève à une somme de **90 183 001 €**.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire de **1 289 451 981 €**. Ce résultat se trouve en progression par rapport à celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à **913 554 949 €**.

II- EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le Groupe a procédé début janvier 2024 à l'acquisition de la société allemande Bergfreunde, distributeur spécialisé sur le segment des sports natures.

III- ACTIVITÉ EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Chez DECATHLON, l'innovation est pragmatique : rendre le sport accessible à tous ; quel que soit le niveau ou la discipline. Les équipes mettent le sportif au centre de la démarche et se concentrent sur les innovations d'usage. Elles innoveront à travers des produits accessibles, astucieux, pratiques et singuliers.

Les produits innovants des marques de DECATHLON sont le fruit de réflexions approfondies de la part des équipes de conception. Le point de départ de ce travail est toujours le même : l'observation et l'écoute des sportifs sur leurs lieux de pratique. C'est de leurs besoins que naissent les idées, puis les prototypes et enfin le produit. La convergence des connaissances sur les besoins d'usage et les besoins physiologiques des sportifs, étudiés en interne par le centre de Recherche & Développement SportsLab, permet à DECATHLON de répondre à diverses problématiques, puis d'imaginer et proposer des produits adaptés au mieux à chaque discipline et à la majorité des pratiquants.

Nous vous rappelons que 48 nouveaux brevets ont été déposés en France en 2023, et 47 extensions de brevets ont été déposées à l'étranger soit une augmentation de l'ordre de 20 % par rapport à 2022.

IV – EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

V – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2023, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net comptable de **1 289 451 981,91 euros**, que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

- une somme de	403.229.295,00 €
A titre de Dividendes	
(Soit un dividende unitaire de 6,3 € par action)	
- une somme de	886 222 686,91 €
Au poste " Autres Réserves "	
Total =	1 289 451 981,91 €

Cette distribution de dividende de 403.229.295 €, soit 6.30 € par action, ouvrirait droit au profit des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France à un abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant, pour les personnes ayant opté pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Si à la date de mise en paiement, la Société détenait certaines de ses propres actions, le montant correspondant à la distribution de dividende non versée au titre de ces actions serait porté au compte « Report à Nouveau ».

VI – RAPPEL DES DIVIDENDES ANTÉRIEUREMENT DISTRIBUÉS

Nous vous rappelons le montant du dividende par action distribué au titre des trois exercices précédents. Il est également précisé le montant des distributions de réserves effectuées au titre de ces exercices, savoir :

Exercice	Dividende prélevé sur le résultat	Dividende prélevé sur les réserves	Distribution totale	Abattement fiscal de 40 %
2020	63,40 €*	0 €*	63,40 €*	25,36 €*
2021	71,29 €*	0 €*	71,29 €*	28,516 €*
2022	6,30 €**	6,30 €**	12,60 €**	5,04 €**

*avant la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10

** après la multiplication des actions ordinaires et des actions de préférence par 10

VII – EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DE L'ENDETTEMENT AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITÉ DES AFFAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 3 du code du commerce, nous vous apportons les indications suivantes :

A la clôture de l'exercice 2023 :

- 1 313 millions d'euros de cash était disponible sur les comptes de Decathlon SE,
- 152 millions d'euros de dette sont tirés.

- 2 418 millions d'euros de lignes sont disponibles et non utilisées (*dont 1 045 millions d'euros de lignes confirmées*).

L'année a été marquée par une position de trésorerie nette excédentaire moyenne.

Malgré cette position excédentaire nous conservons nos quatre objectifs principaux afin de sécuriser et d'optimiser la liquidité groupe, qui sont les suivants :

- augmenter la part de financement désintermédié,
- optimiser nos coûts de financement et de placement (en négociant les taux auprès de nos partenaires bancaires),
- sécuriser la liquidité dans un contexte de crise financière ou sanitaire,
- maintenir la maturité moyenne de notre dette.

VIII – INDICATION SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du code du commerce, nous vous rappelons également que notre société réalise une partie de ses achats hors zone euro, et, à ce titre, est exposée au risque de variation du cours des devises des pays dans lesquels nous réalisons ces opérations.

Aussi nous disposons d'une couverture de risque de change commercial destinée à protéger le Groupe des fluctuations des devises étrangères utilisées. Cette couverture est d'un montant de 13 280 millions d'euros.

IX – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al. 4 du code du commerce, nous vous indiquons que les principaux risques, auxquels pourrait être confrontée la société, sont notamment les suivants :

Risques relatifs au marché de la vente au détail d'articles de sport

- Risques relatifs à l'environnement macro-économique

Les facteurs macro-économiques généraux sur le marché de la vente au détail d'articles de sport, sur lequel opère DECATHLON SE, qui échappent à son contrôle, peuvent affecter défavorablement les prévisions et la performance réelle.

Ces facteurs sont les suivants :

- Les produits intérieurs bruts,
- Les taux d'intérêts,
- La conjoncture économique,
- Le niveau d'inflation et de déflation des produits de consommation,
- Le prix moyen du pétrole,
- Le crédit à la consommation et le niveau d'endettement,
- Les taux d'imposition,
- Les taux de chômage,
- Tout autre facteur ayant un impact sur le moral et les dépenses des consommateurs.

Ces facteurs peuvent affecter défavorablement le moral et les dépenses des consommateurs.

Le principal objet de DECATHLON SE est la vente d'articles de sport, qui ne correspondent pas à des besoins de première nécessité. Lors de périodes durant lesquelles le revenu disponible baisse ou l'économie est aléatoire, les achats de ces produits par les consommateurs peuvent varier à la baisse.

- Risques relatifs à la concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport

DECATHLON SE est en concurrence avec d'autres groupes spécialisés dans la vente au détail d'articles de sport, et avec les groupes de grande distribution, par le biais de magasins, d'hypermarchés, d'internet et d'enseignes de hard discount sur le marché mondial.

La concurrence sur le marché de la vente au détail d'articles de sport commence à s'accroître du fait des éléments suivants :

- Le développement des concurrents existants,
- L'implantation de nouvelles enseignes étrangères de grande distribution et de distribution spécialisée,
- Le nombre croissant de magasins de hard-discount qui augmentent significativement la pression sur les prix.
- Les principaux facteurs sur lesquels DECATHLON SE doit mettre l'accent pour rester compétitif :
 - La sélection des marchandises et leur qualité,
 - La politique des prix,
 - La localisation et l'accessibilité de ses magasins,
 - Les services aux clients,
 - La notoriété des marques.
- Risques relatifs aux phénomènes économiques, sociaux et institutionnels

Le marché de la vente au détail d'articles de sport peut être affecté par des phénomènes sociaux et institutionnels sur le court et long terme, qui sont :

- L'âge moyen de la population,
- Le taux de natalité,
- Le régime fiscal des activités commerciales.

X – RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Au cours de l'exercice 2023, la société a racheté 24 actions de préférence avant le 23 mars 2023 ce qui porte à 28 318 actions ordinaires et 22 837 actions de préférence le nombre d'actions propres détenues par la société au 23 mars 2023.

Le 24 mars 2023, l'Assemblée Générale a décidé de multiplier par dix (10) le nombre d'actions ordinaires et de préférence composant le capital de la Société, ce qui porte à 283 180 actions ordinaires et 228 370 actions de préférence à compter du 24 mars 2023.

Entre le 24 mars 2023 et le 31 décembre 2023 la société a :

- racheté 161.277 actions de préférence,
- cédé 116.139 actions de préférence,

ce qui porte à 283 180 actions ordinaires et 273 508 actions de préférences le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2023 afin de lui permettre de faire face à la levée des plans d'actions gratuites arrivant à échéance.

La société ne dépasse pas le seuil de 10% de détention d'actions propres.

XI – DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code, à hauteur de 347 829 €.

XII – ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2023, la participation des salariés au capital social de la société est de 14,78 % du capital social.

La société n'étant pas cotée sur un marché réglementé, elle n'est pas soumise aux obligations concernant l'identité des personnes détenant une participation significative dans la société et les modifications de cette participation intervenue au cours de l'exercice.

XIII – OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS RÉSERVÉES AU PERSONNEL

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, aucune option d'achat d'actions n'a été consentie ou exercée.

XIV – ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, il a été attribué 177 852 droits à action attribués gratuitement.

En outre, le 16 mai 2023, il a été procédé gratuitement aux attributions définitives d'actions ci-après :

- 113.474 actions de préférence,
- 2.665 actions ordinaires.

XV – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les informations à ce niveau vous sont données dans la partie du rapport relative aux comptes consolidés.

XVI – INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du code de commerce, nous vous précisons, en annexe - I -, les informations sur les délais de paiement appliqués à nos fournisseurs et à nos clients.

XVII – IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Conformément aux dispositions légales, une déclaration de performance extra-financière, annexée au présent rapport de gestion, centralise l'information sociale et environnementale que nous vous devons, présentant les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société, incluant, notamment, les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit, ainsi que ses engagements dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités et en faveur de l'économie circulaire, ainsi que les accords collectifs conclus dans l'entreprise et impacts de ceux-ci sur sa performance économique ainsi que sur les conditions de travail des salariés.

Ces informations et notre déclaration de performance extra-financière ont fait l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant accrédité. Le rapport de cet organisme vous a été transmis en même temps que le rapport de gestion.

XVIII – PLAN DE VIGILANCE

En application des dispositions de l'article L. 225-102-4 du Code de commerce, les informations concernant le plan de vigilance de la Société reprenant les mesures raisonnables propres à identifier les risques, et à prévenir les atteintes graves envers les

droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que son environnement, figurent dans un rapport dédié fourni en Annexe.

XIX – AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L 225-35 et R 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 23 juin 2023, le Directeur Général à consentir, avec faculté de délégation, des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant maximum annuel de CENT CINQUANTE MILLIONS (150 000 000) d'euros, dont :

- QUINZE MILLIONS (15.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'établissements financiers,
- TROIS MILLIONS (3.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice de bailleurs,
- VINGT CINQ MILLIONS (25.000.000 €) d'euros maximum par engagement au bénéfice d'administrations fiscales et douanières européennes. Ce montant étant ramené à 5.000.000 € maximum pour les administrations hors Europe.

Cette autorisation a été donnée pour une durée d'un an.

XX – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La société n'exploite pas d'installations classées, susceptible de créer des risques très importants pour la santé et la sécurité des populations voisines et pour l'environnement.

XXI – INFORMATIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions de l'article L. 464-2, I du code du commerce, nous vous informons que la société n'a fait l'objet d'aucune condamnation pour pratiques anticoncurrentielles.

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-6, 3bis, al 2 du code du monétaire et financier, nous vous informons qu'aucun prêt interentreprises n'a été mis en place.

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

XXII – SITUATION ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Situation économique et activités des sociétés du groupe

DECATHLON a poursuivi son évolution en 2023. Le chiffre d'affaires (consolidé) s'est élevé à 15,6 Milliards d'euros contre 15,4 Milliards d'euros en 2022, soit une progression de 1 %.

Le résultat net consolidé de 2023 s'élève à 798 M€, contre 896 M€ lors de l'exercice précédent.

Vente au détail en ligne

Nos ventes digitales ont représenté 12,4 % de notre chiffre d'affaire consolidé en 2023.

Faits marquants à l'international

En 2023, DECATHLON a continué à explorer de nouvelles opportunités.

Le développement en franchise a continué avec 4 nouveaux territoires ouverts (Jordanie, Chypre, Panama et Polynésie Française), représentant 14 nouveaux magasins, ainsi qu'un pays transformé en franchise (République Démocratique du Congo). La stratégie de vente

à d'autres ou via d'autres a continué à s'accélérer, ce qui a amené certains pays à se concentrer exclusivement sur ce business model.

Ces éléments témoignent de l'agilité des équipes de DECATHLON et de la transformation de notre business model.

Enfin, en 2023, le Groupe s'est désengagé de Russie en cédant ses deux filiales russes à un investisseur local.

Développement durable

Le développement durable est considéré comme essentiel pour l'avenir de DECATHLON. Le groupe ne mettra pas cela en attente. Au contraire, il accélère.

DECATHLON s'intéresse de plus en plus à l'identification des leviers de réduction d'impact CO2 scope 3 inhérents au développement de ses produits. Cela signifie une plus grande concentration sur l'écoconception, y compris en ce qui concerne l'utilisation et le développement de certains composants.

La performance économique est considérée comme vitale si DECATHLON veut tenir ses engagements sociétaux en matière de développement durable, mais il est largement admis que les performances économiques futures de l'entreprise dépendront largement de sa capacité à relever ce défi unique.

Evolution de nos magasins

Au 31 décembre 2023 le groupe DECATHLON compte 1 749 magasins répartis dans 60 pays. Au cours de l'année 86 nouveaux magasins ont été ouverts et 108 ont été fermés, dont 26 en Chine.

L'année 2023 a également vu le Groupe opérer une cession d'un large portefeuille d'actifs immobiliers (sale and lease back), afin de pouvoir réinvestir sur des projets plus stratégiques pour le Groupe.

Rétrospective France

L'année 2023 fut sportive à tous les niveaux.

Dans le prolongement de l'année 2022 et du changement de gouvernance de l'entreprise, cette période particulière a poussé DECATHLON à repenser sa façon de faire du commerce, à développer plus rapidement certains savoir-faire. Ces années sont, pour DECATHLON France, des vecteurs d'accélération de transformations.

Perspectives d'avenir

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

XXIII – APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS 2023

Les comptes annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration, font ressortir un bénéfice net consolidé de 798 Millions d'euros contre 896 Millions d'euros pour l'exercice précédent.

XXIV – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le Groupe a procédé début janvier 2024 à l'acquisition de la société allemande Bergfreunde, distributeur spécialisé sur le segment des sports natures.

XXV – PRÉSENTATION DES COMPTES

Les règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2023 sont identiques à ceux de l'exercice précédent (normes IFRS).

XXVI – PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE

L'annexe des comptes consolidés vous donne toutes les informations concernant les entrées et sorties du périmètre de consolidation du groupe.

XXVII – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les principales filiales et participations de notre société.

XXVIII– PRISES DE CONTRÔLE ET PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DE L'EXERCICE

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité lors de notre exposé sur l'activité de la Société, le détail des informations financières est précisé au sein de l'annexe des comptes annuels.

PRISES DE PARTICIPATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons acquis 4,82 % du capital de la société américaine UNSPUN. Nous avons également racheté l'ensemble des titres de la société MHIKES, que nous détenions auparavant à 91,3 %.

PRISES DE CONTRÔLE

Au cours de l'exercice écoulé, notre société n'a effectué aucune prise de contrôle.

XXIX – PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES

Aucune aliénation d'actions n'a été effectuée au cours de l'exercice écoulé en vue de mettre fin à des participations croisées illicites.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

XXX – OPTION CHOISIE POUR L'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le mode d'exercice de la Direction Générale n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2023.

XXXI – SITUATION DES MANDATS

Madame Barbara MARTIN COPPOLA occupe les fonctions de Directrice Général depuis le 21 mars 2022. Elle est accompagnée de cinq Directeurs Généraux Délégués : MM.

Jean-Marc LEMIERE, Franck VIGO, Steve DYKES, Fabien BROSSE et Javier LOPEZ. Aucun de ces mandats n'a évolué au cours de l'exercice 2023.

Les mandats des administrateurs n'ont également pas été modifiés en 2023.

XXXII – LISTE DES FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS POUR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

DIRECTEUR GÉNÉRAL / DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Barbara MARTIN COPPOLA (Directrice Générale)	-	Pas d'autre mandat
Jean Marc LEMIERE, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Fabien BROSSE, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Javier LOPEZ, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Steve DYKES, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat
Franck VIGO, (Directeur Général Délégué)	-	Pas d'autre Mandat

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fabien DERVILLE
(Président du Conseil)

Gérant :

- FADEREL SARL
- JABA 2006 SC
- LAVILLE SC
- SCI ARIFA SC
- MOBILITY CONSULTING SPRL (fin du mandat juin 2021)
- DELTAMIKE SC

Directeur general :

- HOFIDER SAS

Président-Directeur Général :

- MOBIVIA SA

Membre du Conseil de Surveillance :

- CHRISTOPHORUS HOLDING GmbH

AFIR Holding & Management (Administrateur)	-	Pas d'autre Mandat
HOLYMPIADES (Administrateur)	-	Membre du conseil de surveillance SOPARTHLON B SCA
	-	Présidente de la Société COROT SAS
Caroline MULLIEZ (Administrateur)	-	Pas d'autre Mandat
Julien LECLERCQ (Administrateur)	-	Gérant sur LTI International
	-	Administrateur ("Director") chez Intrepid Group PTY Ltd
	-	Président d'AFIR
	-	Administrateur de SOGEFIR SA
	-	Administrateur de TOP SPOTS SRL
Fabrice LISARDI (Administrateur)	-	Présidente du Conseil de Surveillance du FCPE DECAVAL
	-	Président de SEMAPHORE SAS
Pascal DELAHOUSSE (Administrateur)	-	Pas d'autre Mandat

XXXIII – CONVENTIONS SIGNIFICATIVES CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE

NEANT.

XXXIV – TABLEAU DES DELEGATIONS

Il n'y a pas, à la date de clôture, de délégations en cours données par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration pour procéder à des augmentations de capital.

XXXV – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons de bien vouloir approuver le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce.

XXXVI – JETONS DE PRÉSENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'Administration pour l'exercice en cours, et les exercices ultérieurs, que nous vous proposons de fixer à 300 000 euros.

*

*

*

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Fait à Villeneuve d'Ascq,

Pour le Conseil d'Administration
Monsieur Fabien DERVILLE
Président du Conseil

Fabien Derville



Business Pôle Les Près
22, rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq



Bâtiment Shake
612 rue de la Chaude Rivière
59000 Lille

DECATHLON SE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

Forvis Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
à directoire et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex
Capital de 8 320 000 euros - RCS Lille Métropole 784 824 153

PricewaterhouseCoopers Audit
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes
Siège social : Crystal Park - 63 rue de Villiers - 92200 Neuilly-Sur-Seine Cedex
Capital de 2 510 460 euros - RCA Nanterre B 672 006 483

DECATHLON SE

Société Européenne

RCS : Lille métropole 306 138 900

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société DECATHLON SE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société DECATHLON SE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Principes comptables

La note 9.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux dépréciations d'actifs immobilisés.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.821-54 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou

événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Paris La Défense, le 6 juin 2024

DocuSigned by:

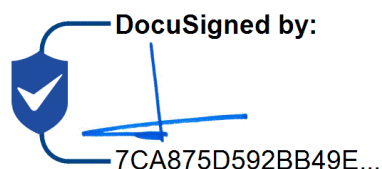
 0F6B776F47874AA...

Isabelle Massa

Associée

PricewaterhouseCoopers Audit

Neuilly-sur-Seine, le 6 juin 2024

DocuSigned by:

 7CA875D592BB49E...

Alexandre Decrand

Associé

Etats financiers consolidés IFRS du Groupe Decathlon

31 décembre 2023

Table des matières

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	5
BILAN CONSOLIDE	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	7
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	8
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	9
1. Description du Groupe et de l'activité	9
2. Base de préparation	9
2.1. Déclaration de conformité	9
2.2. Evolution du référentiel comptable	9
2.3. Recours à des estimations et aux jugements	10
2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation	10
2.5. Monnaies étrangères	10
2.6. Base d'évaluation	11
3. Faits significatifs de l'exercice	11
4. Evènements postérieurs à la clôture	12
5. Périmètre de consolidation	12
5.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation	12
5.2. Périmètre de consolidation	14
5.3. Goodwill	16
5.4. Participations ne donnant pas le contrôle	17
5.5. Entités mises en équivalence	17
6. Données opérationnelles	18
6.1. Chiffre d'affaires	18
6.2. Charges opérationnelles	19
6.3. Personnel et effectifs	20
7. Résultat financier	25
8. Impôts sur le résultat	26
8.1. Charge d'impôt sur le résultat	27
8.2. Preuve d'impôt sur le résultat	27
8.3. Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés	28
8.4. Impôts différés actifs non reconnus	28
8.5. Incertitudes fiscales	28
8.6. Pilier 2	28
9. Immobilisations et contrats de location	29
9.1. Immobilisations incorporelles	29
9.2. Immobilisations corporelles	31
9.3. Contrats de location	34
9.4. Tests de dépréciation	36
10. Actifs financiers non courants	37
11. Stocks	38

12. Créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants	40
13. Trésorerie et équivalents de trésorerie	40
14. Capitaux propres	41
14.1. Capital social	41
14.2. Gestion du capital	41
15. Provisions et passifs éventuels	42
16. Emprunts et dettes financières	42
16.1. Principaux termes et conditions des emprunts et dettes financières	42
16.2 Emprunts et dettes financières	42
16.3 Détail des emprunts et dettes financières	43
17. Fournisseurs, passifs sur contrats clients, autres passifs courants	44
18. Instruments financiers et gestion des risques	45
18.1. Classement et juste valeur des instruments financiers	45
18.2. Instruments dérivés	46
18.3. Gestion des risques	47
19. Transactions avec les parties liées	51
20. Engagements hors bilan	52
21. Honoraires des commissaires aux comptes	54

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En K€	Note	2023	2022
Chiffre d'affaires	Note 6.1	15 615 289	15 428 140
Autres produits		-	-
Achats consommés	Note 6.2	- 8 551 395	- 8 329 564
Autres achats et charges externes	Note 6.2	- 1 781 301	- 1 669 098
Charges de personnel	Note 6.3	- 3 102 469	- 3 099 224
Amortissements des immobilisations corporelles & incorporelles et droits d'utilisation	Note 6.2 & 9	- 893 966	- 898 745
Taxes	Note 6.2	- 101 748	- 96 748
Autres charges	Note 6.2	- 54 380	- 61 166
Résultat opérationnel courant		1 130 030	1 283 858
Produits opérationnels non courants	Note 6.3.6	524 544	136 722
Charges opérationnelles non courantes	Note 6.3.6	- 462 774	- 143 269
Résultat opérationnel		1 191 800	1 277 311
Produits financiers		269 154	507 716
Charges financières		- 392 762	- 539 475
Résultat financier	Note 7	- 123 609	- 31 759
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	Note 5.5	- 337	- 2 480
Résultat avant impôt		1 067 855	1 243 073
Charge d'impôt sur le résultat	Note 8.1	- 270 099	- 347 068
Résultat net de la période		797 756	896 005
Résultat de la période attribuable aux :			
Part du groupe		800 906	898 127
Participations ne donnant pas le contrôle		- 3 150	- 2 122

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En K€	2023	2022
Résultat net	797 756	896 005
Réévaluations du passif net au titre des régimes à prestations définies (écarts actuariels)	- 7 561	30 237
Impôt lié	1 840	- 7 407
Total éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	- 5 722	22 831
Activités à l'étranger – écarts de conversion *	- 645	41 740
Couvertures de flux de trésorerie – partie efficace de la variation de juste valeur	- 97 846	- 58 364
Couvertures de flux de trésorerie – reclassées en résultat **	58 364	- 204 133
Impôt lié	1 261	31 353
Total éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	- 38 865	- 189 404
Autres éléments du résultat global de la période, nets d'impôt	- 44 587	- 166 574
Résultat global de la période	753 169	729 431
Résultat global de la période attribuable aux :		
Part du groupe	756 324	728 471
Participations ne donnant pas le contrôle	- 3 155	960

* Dont une variation de 25 m€ en 2023 liée à la cession des entités Russes.

** Dont 1 m€ relatif aux entités Russes.

BILAN CONSOLIDE

		31/12/2023	31/12/2022
En K€	Note		
Goodwill	Note 5.3	29 018	29 018
Immobilisations incorporelles	Note 9.1	249 868	256 237
Immobilisations corporelles	Note 9.2	2 883 083	3 224 086
Droits d'utilisation	Note 9.3	2 852 744	2 678 487
Entités mises en équivalence	Note 5.5	19 924	19 881
Instruments dérivés actifs non courants	Note 18.2	23 949	27 727
Actifs financiers non courants	Note 10	101 140	99 373
Actifs d'impôt différé	Note 8	863 882	170 920
Total actifs non courants		7 023 609	6 505 729
Stocks	Note 11	2 968 246	3 778 336
Créances clients	Note 12	251 202	284 157
Créance d'impôt courant	Note 8	88 912	69 996
Instruments dérivés actifs courants	Note 18.2	34 635	275 156
Autres créances courantes	Note 12	459 848	524 388
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	2 184 525	1 447 979
Total actifs courants		5 987 368	6 380 011
Total des actifs		13 010 977	12 885 740
Capital social		10 600	10 600
Primes d'émission		273 231	273 231
Réserves		4 317 081	4 263 028
Résultat net de l'exercice		800 906	898 127
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	Note 14	5 401 818	5 444 986
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 5.4	13 713	14 077
Total des capitaux propres		5 415 531	5 459 063
Emprunts et dettes financières non courants	Note 16	151 514	226 221
Dettes de loyers non courantes		2 505 695	2 340 657
Passifs non courants liés aux avantages du personnel		105 875	98 352
Provisions pour retraites	Note 6	47 635	34 000
Provisions	Note 15	117 515	154 156
Instruments dérivés passifs non courants	Note 18.2	5 141	6 949
Autres passifs financiers non courants		5 690	45 138
Passifs d'impôt différé	Note 8	680 481	36 178
Passifs non courants		3 619 547	2 941 651
Emprunts et dettes financières courants	Note 16	255 179	729 287
Instruments dérivés passifs courants	Note 18.2	124 843	235 098
Dettes de loyers courantes		576 372	441 894
Passifs courants liés aux avantages du personnel		437 572	472 947
Dettes fournisseurs	Note 17	1 800 725	1 822 795
Passifs d'impôt courant	Note 8	74 944	71 424
Autres passifs courants	Note 17	706 266	711 581
Passifs courants		3 975 900	4 485 026
Total des passifs		7 595 447	7 426 677
Total des capitaux propres et passifs		13 010 977	12 885 740

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En K€	Note	Capital	Primes d'émission	Réserve d'actions propres	Réserve de conversion	Réserve de couverture (net d'impôt)	Ecart actuariels des régimes à prestations définies (net d'impôt)	Report à nouveau	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Situation au 1er janvier 2022											
		10 500	213 682	-	62 310	-	132 235	181 868	10 469	4 875 172	5 097 137
Résultat net de la période									898 127	898 127	- 2 122 896 005
Autres éléments du résultat global de la période						41 134	- 233 621	22 831	-	169 656	3 082 - 166 574
Résultat global de la période		-	-	-	41 134	- 233 621	22 831	898 127	728 471	960	729 431
Augmentation de capital	Note 14.1	100	59 001						59 101		59 101
Diminution de capital	Note 14.1								-		-
Actions propres vendues				20 299					20 299		20 299
Actions propres achetées				- 28 619				8 753	- 19 866	-	19 866
Dividendes	Note 19						-	451 246	- 451 246	-	451 246
Paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	Note 6.3.4						-	2 469	- 2 469	-	2 469
Effet des variations de périmètre			548				-	34 791	- 34 243	2 464	- 31 779
Engagement d'achat de titres de minoritaires	Note 4.3 & 18.3.4							29 954	29 954		29 954
Autres								17 849	17 849		17 849
Total des transactions avec les propriétaires de la Société		100	59 549	- 8 320	-	-	- -	431 950	- 380 621	2 464	- 378 158
Situation au 31 décembre 2022											
		10 600	273 231	-	70 630	-	91 100	- 51 753	33 290	5 341 349	5 444 986
Résultat net de la période									800 906	800 906	- 3 150 797 756
Autres éléments du résultat global de la période						640	- 38 221	- 5 722	-	44 582	- 5 - 44 587
Résultat global de la période		-	-	- -	640	- 38 221	- 5 722	800 906	756 324	- 3 155	753 169
Augmentation de capital	Note 14.1	-							-		-
Diminution de capital	Note 14.1								-		-
Actions propres vendues				14 292					14 292		14 292
Actions propres achetées				- 26 900					- 26 900	-	26 900
Dividendes	Note 19						-	800 649	- 800 649	-	800 649
Paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	Note 6.3.4							10 997	10 997		10 997
Effet des variations de périmètre							-	2 077	- 2 077	2 792	715
Engagement d'achat de titres de minoritaires	Note 18.3.4							4 891	4 891		4 891
Autres							-	52	- 52		- 52
Total des transactions avec les propriétaires de la Société		-	- -	12 608	-	-	- -	786 890	- 799 498	2 792	- 796 706
Situation au 31 décembre 2023											
		10 600	273 231	-	83 238	-	91 740	- 89 974	27 568	5 355 371	5 401 818
										13 713	5 415 531

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

K€	2023	2022
Résultat net	797 756	896 005
<i>Ajustements pour :</i>		
– Amortissements des immobilisations et droits d'utilisation	930 833	935 599
– Pertes de valeur sur immobilisations	- 2 662	40 313
– Résultat financier net	83 237	31 759
– Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence (nette d'impôt)	2 197	
– Résultat de cession d'immobilisations corporelles	- 3 012	- 45 084
– Provisions	- 105 784	13 448
– Impôts différés	- 61 005	20 988
– Charges d'impôt	320 085	324 325
Total des éliminations des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	1 163 888	1 321 348
Total marge brute d'autofinancement	1 961 644	2 217 353
<i>Variations des :</i>		
– Stocks	758 585	- 763 104
– Créances clients	65 204	6 138
– Dettes fournisseurs	103 172	- 333 841
– Provisions et avantages du personnel	- 33 142	13 852
– Autres actifs et passifs courants	- 23 516	153 522
Total des variations	870 303	- 923 433
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles	2 831 946	1 293 920
Impôts payés	- 328 350	- 325 281
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	2 503 596	968 638
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	- 20 450	-
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	18 065	
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 531 543	- 583 425
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	632 910	134 177
Augmentation d'actifs financiers	- 4 239	- 288
Diminution d'actifs financiers	464	-
Variation de fournisseurs d'immos	1 487	16 200
Dividendes reçus	-	15 854
Intérêts reçus	64 575	22 688
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	161 269	- 394 794
Augmentation de capital		59 649
Diminution de capital	-	-
Produits de vente d'actions propres	-	-
Rachat d'actions propres	- 14 272	- 8 320
Dividendes versés aux actionnaires	- 800 618	- 451 246
Acquisition de participation ne donnant pas le contrôle		
Cession de participation ne donnant pas le contrôle		-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	54 519	1 849 788
Remboursement d'emprunts et dettes financières	- 498 563	- 1 732 212
Intérêts payés sur emprunts et dettes financières	- 42 757	- 14 995
Paie ment de dettes de loyers	- 561 682	- 477 672
Intérêts payés sur dettes de loyers	- 70 366	- 60 130
Produits issus du règlement de dérivés	-	-
Augmentations de comptes courants externes	86	-
Diminutions de comptes courants externes		- 122
Trésorerie nette liée aux activités de financement	- 1 933 652	- 835 261
Diminution nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	731 213	- 261 417
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 447 979	1 573 121
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue	5 365	136 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	2 184 525	1 447 979

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Description du Groupe et de l'activité

Decathlon SE (« la Société ») est une société domiciliée en France. Le siège social de la Société est situé à Villeneuve d'Ascq. Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») ainsi que ses participations dans des entreprises associées.

Le Groupe Decathlon a pour activité le commerce de détail d'articles de sport et de loisirs. Au 31 décembre 2023, Decathlon était présent dans 57 pays.

Les états financiers IFRS du Groupe Decathlon pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 11 mars 2024, et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 24 juin 2024.

2. Base de préparation

2.1. Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Decathlon sont établis conformément aux normes comptables internationales (IAS et IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), aux interprétations du Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du Comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC), tels qu'adoptées par l'Union Européenne et rendues obligatoires à la clôture des comptes.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#endorsement

2.2. Evolution du référentiel comptable

Les états financiers du Groupe sont réalisés en appliquant les IFRS telles qu'adoptées au 31 décembre 2023. Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants n'ont pas été appliquées 31 décembre 2023:

Normes non appliquées par anticipation :

- Amendements IAS 1, Présentation des états financiers : classement des dettes en courant ou non courant (publié 01/20). Classement des dettes en courant ou non courant. Report de la date d'entrée en vigueur (publié 06/20). Passifs non courants assortis de clauses restrictives (publié 10/22)
- Amendements IFRS 16, Passif locatif découlant d'une cession-bail (publié 09/22)

Normes non encore adoptées par l'UE :

- Amendement IFRS 10 et IAS 28, Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise (publié 09/14)
- Amendement IFRS 10 et IAS 28, « Effective date of amendments to IFRS 10 and IAS 28 » (publié 12/15)
- Amendement IAS 7 et IFRS 7, Affacturage inversé - Accords de financement des dettes fournisseurs (publié 05/23)
- Amendement IAS 21, Absence de convertibilité (publié 08/23)

2.3. Recours à des estimations et aux jugements

En préparant ces états financiers consolidés, la Direction a exercé des jugements et émis des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables du Groupe et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de manière prospective.

Sont notamment concernés :

- la valorisation des actifs incorporels ;
- la valorisation des contrats de location ;
- les provisions et passifs éventuels ;
- les dérivés : évaluation de leur juste valeur ;
- les rémunérations à base d'actions ;
- la valorisation des régimes à prestations définies ;
- la valorisation des engagements d'achat de titres de minoritaires ;
- les actifs d'impôts différés.

L'intégration de la lutte contre le réchauffement climatique dans les hypothèses d'arrêtés des comptes n'a pas eu d'impact significatifs.

Ces jugements et hypothèses sont détaillés dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique.

2.4. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

2.5. Monnaies étrangères

2.5.1. Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans les monnaies fonctionnelles respectives des sociétés du Groupe en appliquant le cours de change en vigueur à la date des transactions. La devise fonctionnelle des entités correspond en principe à leur devise locale. Cependant, Desipro, filiale basée à Singapour a pour devise fonctionnelle l'USD. En effet, cette entreprise a un rôle de centrale d'achat pour le groupe et l'USD reste la devise la plus utilisée pour le commerce international.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments non monétaires

évalués sur la base du coût historique, libellés en monnaie étrangère, sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction.

Les gains et pertes de change en résultant sont comptabilisés en résultat financier.

2.5.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro sont convertis selon les modalités suivantes :

- les actifs et passifs sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture ;
- les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant un cours moyen basé sur la moyenne des cours du jour.

Les écarts de change sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés en réserve de conversion, sauf dans la mesure où l'écart de change est affecté aux participations ne donnant pas le contrôle.

2.5.3. Information financière dans les économies hyperinflationnistes

Ayant un taux d'inflation cumulé sur 3 ans supérieur à 100%, la Turquie est considérée comme pays hyperinflationniste depuis mars 2022. Les états financiers des groupes dont une entité a pour monnaie fonctionnelle la livre turque doivent appliquer la norme IAS 29 "Information financière dans les économies inflationnistes" à compter du 1^{er} janvier 2022 sans retraitement des comparatifs. Les actifs et passifs de ces entités sont retraités par l'application d'un indice général des prix et le compte de résultat est converti au taux de clôture.

Le Groupe a réalisé une estimation des impacts liés à l'application de la norme IAS 29 pour la Turquie en utilisant l'indice de TUIK (l'Institut de la Statistique de la Turquie). L'impact est non matériel pour le Groupe et la réévaluation de la contribution de la Turquie n'a en conséquence pas été effectuée.

2.6. Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments dérivés, des actifs de régime, des titres de participation non consolidés et des équivalents de trésorerie évalués à la juste valeur.

3. Faits significatifs de l'exercice

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

- Les sociétés fiscales russes ont été cédées en septembre 2023, elles sont donc sorties du périmètre de consolidation au dernier trimestre 2023.
- Au dernier trimestre 2023, Decathlon a réalisé une opération de cession-bail de 82 magasins en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne et au Portugal. Le prix de vente total est de 530 722 K EUR pour une plus value IFRS de 71 239 K EUR. L'opération apparaît au compte de résultat dans les produits et charges opérationnels non courants.

- La France a voté en 2023 une modification de l'âge légal de départ à la retraite, ainsi que l'allongement de la durée de cotisation. Cette réforme n'a pas eu d'impact significatifs dans les comptes consolidés 2023.
- Decathlon a décidé de rationaliser au cours des prochaines années le nombre de marques passions, en le réduisant au nombre de 13.
- En fin d'année 2023, Decathlon a acquis 100% de la société allemande Bergfreunde, qui sera intégrée dans le périmètre consolidé au cours de l'année 2024.
- Decathlon a modifié sa méthode de décote des stocks de composants (voir note 11). Cette modification n'a pas eu d'impact matériel par rapport à l'ancienne méthode.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Compte tenu de la situation géopolitique entre la Russie et l'Ukraine, depuis juin 2022, l'activité de Decathlon en Russie a été suspendue et les magasins fermés. Le Groupe a procédé à l'ensemble des dépréciations nécessaires.
- En juin 2022, Decathlon Suisse a acquis les intérêts minoritaires (49,99%) détenus par Maus Frères. Le groupe Decathlon détient désormais 100% de Decathlon Suisse.

4. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la période de clôture n'a été enregistré pour l'année 2023.

5. Périmètre de consolidation

5.1. Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Principes de consolidation

1/ Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes bilantiels, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés (sauf pour les pertes ou profits liés à des transactions en devises étrangères).

2/ Entreprises associées et co-entreprises

Sont comptabilisées par mise en équivalence les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) et les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint et répondant à la définition d'une co-entreprise. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler ou contrôler conjointement ces politiques. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

3/ Autres participations

Lorsque le Groupe n'exerce pas de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable sur les décisions opérationnelles ou financières de sociétés dont il détient les titres, ceux-ci sont comptabilisés conformément aux dispositions applicables soit aux actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global, soit aux actifs financiers à la juste valeur par résultat net et présentés en « Actifs financiers non courants ».

5.2. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées au sein du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	31-déc-23		31-déc-22	
			Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.
Decathlon South Africa Sports (PTY) Ltd.	Afrique du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon El Djazair Sarl	Algérie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
DD Logistik Immobilien GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
DD Unternehmens Entwicklung GmbH	Allemagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
DECATHLON Deutschland SE & Co. KG	Allemagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
DECATHLON Verwaltung SE	Allemagne	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG
Logistik Vertriebs gmbh	Allemagne	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon UK Ltd	Angleterre	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Javen Ltd	Angleterre	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG
Sportstock Ltd	Angleterre	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Australia Pty Ltd	Australie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Austria GmbH	Autriche	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Sports Bangladesh Ltd	Bangladesh	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Operational Booster	Belgique	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG
Ansimmo Sa	Belgique	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Belgium Sa	Belgique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Weddell Sa	Belgique	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG
Green Real Estate Empreendimentos imobiliarios Ltd.	Brésil	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Iguasport Ltda	Brésil	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Bulgaria Eood	Bulgarie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Sportis Immo Eood	Bulgarie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Cambo Sporting Goods Ltd	Cambodge	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Canada Inc	Canada	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Chile SpA	Chili	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Coros	Chine	Autre	13.2%	MEE	13.2%	MEE
Decathlon (Chengdu) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon (Weifang) Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Beijing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changchun Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changsha sports consulting	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Changzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Chengdu Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Dalian Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Dongguan chasha warehousing	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Guangzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Haerbin Sports Consulting Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Hangzhou sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Investments China	Chine	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Jiangyin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Jiaxing Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Kunshan Warehousing Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Luoyang Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Nantong Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ningbo Commercial Dmpt Co Ltd	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Ningbo Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Qingdao Sports Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shanghai Sport Internet sales Company Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shanghai sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shenyang Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Shenzhen Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Suzhou Real Estate	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Suzhou Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Tianjin Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Wuxi Commercial consulting	Chine	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Wuxi Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Xian Sports Co Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Xuzhou Co	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zhongshan Ltd	Chine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decnpro Shanghai Mgt Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG
DiMai (Shanghai) Trading Co., Ltd.	Chine	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG
Dirqi Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Disp Shanghai Consulting Co Ltd	Chine	Autre	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG
Embisphère Asia	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Guangzhou Xunli Technology Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Nanjing Comport Import & Export Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Semaphore Shanghai Company Consulting Co Ltd	Chine	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG
Shanghai Sportin Trading Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Shanghai Xinwei Sports Co Ltd	Chine	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Tianjin New North Star Sports Co Ltd	Chine	Production	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG
Decathlon Colombia SAS	Colombie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decoam	Colombie	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon RDC Congo Sasu	Congo	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Korea Co Ltd	Corée du Sud	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Zagreb Doo	Croatie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Red estate	Croatie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Egypt	Egypte	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Trading Egypt	Egypte	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG
Oxatis Ltd	Egypte	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Espana Sa	Espagne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Tonclade SI	Espagne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Anybuddy SAS	France	Autre	0.0%	Non consolidé	43.2%	MEE
Animfit Snc	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG
Atlantis SCI	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Avanis SAS	France	Retail	73.8%	IG	70.9%	IG
Bikexperience Sarl	France	Autre	73.8%	IG	70.9%	IG
Boksimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Cyclofix	France	Autre	22.6%	MEE	22.6%	MEE
Covox Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Daggit Production Snc	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaucimmo 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaucimmo 3 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Deaucimmo 4 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Experience	France	Autre	66.7%	IG	66.0%	IG
Decathlon France Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Srb Sas	France	Retail	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG
Decathlon Pass Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon Regional Support SARL	Maroc	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SE	France	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG
Decathlon SSII	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG
Dedissud Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG
Dlogimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Dranoco Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Easy Mountains (Mhikes)	France	Autre	100.0%	IG	91.3%	IG
Ewisimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Els Simond Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG
Exerceo 1 Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
Exerceo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG
E2drives	Belgique	Recherche	51.0%	MEE	51.0%	MEE

Dénomination sociale	Pays	Activité principale	31-déc-23		31-déc-22		
			Taux d'intérêt	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Méthode de conso.	
Haltacycle Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immothlon Snc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Jagger & Lewis Sas	France	Autre	42.6%	MEE	42.6%	MEE	
Jellane Sas	France	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Kinomap	France	Autre	29.6%	MEE	29.6%	MEE	
Le Blanc Coulon Sarl	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Les Pins de Cestas Snc	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Logistique France SAS	France	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Makiak Sci	France	Immobilier	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 1
Newmag Sas	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Noisy Le Sec Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Ogea Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Park Norwest Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Pins de BBA Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Pins de Pelus Eurl	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Projetclub Sa	France	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Riverside	France	Autre	37.6%	IG	36.2%	IG	
SCI Pierre de Quetigny	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Semaphore Sas	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Simond Factory SCI	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sirenimo Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Soldacox Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sporeka SAS	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Trainme	France	Autre	72.3%	IG	67.7%	IG	
Valothlon Sarl	France	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Villanger Sci	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Web2c Logistique Sarl	France	Logistique	73.8%	IG	70.9%	IG	
Weddis Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Wedlog Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Wedoffice Sas	France	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Ghana Ltd	Ghana	Retail	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 1
Decathlon Greece Sporting Goods Llc	Grèce	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Hong Kong Co Ltd	Hong Kong	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sportfit Hong Kong	Hong Kong	Autre	100.0%	IG	100.0%	IG	
Budathlon Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Delogist Kft	Hongrie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Hatloginvest Kft	Hongrie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Tizproba Kft	Hongrie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon sports India Private Ltd	Inde	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Indeca Sporting Goods Private Ltd	Inde	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Prodin Sporting Pvt Ltd	Inde	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sports Indonesia	Indonésie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Pars LLC	Iran	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Sports Ireland Ltd	Irlande	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Israel Ltd	Israël	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Andromeda Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 2
Beep Srl	Italie	Production	24.9%	MEE	24.9%	MEE	
Decathlon Italia Branch Malta	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Italia Srl	Italie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Produzione Italia srl	Italie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
SBM2 Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sidi Srl	Italie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Japan Co Ltd	Japon	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Distribution Japon	Japon	Retail	100.0%	IG	0.0%	Non consolidé	Note 2
Decathlon Rk Ltd	Kazakhstan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sports Kenya Ltd	Kenya	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Lietuva Uba	Lithuanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Belgium Branch	Luxembourg	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Fininter	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Lexi Sa	Luxembourg	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Logistics Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Logistique	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decapro Maroc Eurl	Maroc	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Maroc SAS	Maroc	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immodis sas	Maroc	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Newco Ile Maurice	Maurice	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
STO Sports and Technics Overseas Ltd	Maurice	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Articulos Deportivos Decathlon Sa	Mexique	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon et Cie Snc (Monaco)	Monaco	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon New Zealand Ltd	Nouvelle Zelande	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Netherlands Bv	Pays-Bas	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Orange Estate BV	Pays-Bas	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Philippines Inc	Philippines	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Blue Estate Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sp Zoo	Pologne	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Niebieski Dom Sp Zoo	Pologne	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immadora Lda	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Lismarvimmo Lda	Portugal	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Rgvs Unipessoal Lda	Portugal	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Spdad Unipessoal Lda	Portugal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decasport Sro	République Tchèque	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Nierdouasseaurou Sro	République Tchèque	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Immorom Imobiliare Srl	Roumanie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Madirom Prod Srl	Roumanie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Roumasport Srl	Roumanie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Blue House Ilc	Russie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 2
Blue Logistik Llc	Russie	Logistique	0.0%	Non consolidé	100.0%	IG	Note 1
Octoblue Llc	Russie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 2
Decathlon Senegal Sarl	Sénégal	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Beograd Doo	Serbie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Singapore Pte Ltd	Singapour	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Singapore Branch	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Desipro Pte Ltd	Singapour	Supply	100.0%	IG	100.0%	IG	
Osinvest Pte Ltd	Singapour	Holding	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon SK Sro	Slovaquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
White House Sro	Slovaquie	Immobilier	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Ljubljana trgovina s sportno opremo d.o.o	Slovenie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Lanka Sports Access	Sri Lanka	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Lanka Sporting Goods	Sri Lanka	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sverige ab	Suède	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Sports Switzerland SA	Suisse	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Taiwan Co Ltd	Taiwan	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Thailand Co. Ltd	Thaïlande	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Inthanon Sporting Goods Co Ltd	Thaïlande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Sport and Leisure (Thailand) Co Ltd	Thaïlande	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Tunisie Llc	Tunisie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Proxy Tunisie Sarl	Tunisie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Proxiline Sarl	Tunisie	Production	100.0%	IG	100.0%	IG	
Turksport Spor Unvanli Sanayi Vtts	Turquie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Ukraine Ltd	Ukraine	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon America LLC	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon USA LLC	USA	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Vietnam Co Ltd	Vietnam	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	
Decathlon Estonia	Estonie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	Note 1
Decathlon Latvia branch	Lettonie	Retail	100.0%	IG	100.0%	IG	

Note 1: Au cours de l'exercice 2022 :

- Création d'une succursale de Decathlon Lituanie en Estonie;
- Cession d'Anybuddy SAS et de Decathlon Ghana Ltd ;
- Liquidation de Tianjin New North Star Sports Co Ltd, Disp Shanghai Consulting Co Ltd et Makiak Sci ;
- Fusion en Russie de Blue Logistik Ilc avec Blue House Ilc.

Note 2: Au cours de l'exercice 2023 :

- Création de Decathlon Distribution Japon ;
- Acquisition des minoritaires de Easy Mountains (Mhikes);
- Cession de Decathlon RDC Congo Sasu, Blue House LLC et Octoblue LLC ;
- Liquidation de Cyclofix, Decathlon Pass Sas, Andromeda Srl, Decathlon Pars LLC et Decathlon Japan Co Ltd.

5.3. Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Ainsi, les actifs et passifs identifiables de la société acquise sont, en général, comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise) augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Les participations ne conférant pas le contrôle sont évaluées, sur option à chaque prise de contrôle, soit au prorata des actifs nets identifiables, soit à la juste valeur.

Lorsque l'écart déterminé ainsi est négatif (« badwill »), et après réappréciation des différents éléments de l'équation, il est comptabilisé immédiatement en résultat.

Le goodwill est réévalué par réalisation de tests de perte de valeur annuels ou lorsque des indices de perte de valeur surviennent. Les dépréciations sont comptabilisées immédiatement en résultat et sont irréversibles conformément à la norme IAS 36.

Le Groupe dispose d'un délai d'un an après l'acquisition pour finaliser l'allocation du prix d'achat.

Le Groupe a appliqué rétrospectivement IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition

Les goodwill se décomposent comme suit :

K€	2023	2022
Valeur brute à l'ouverture	29 216	29 216
Valeur nette à l'ouverture	29 018	29 018
Regroupement d'entreprises	-	-
Cessions d'entreprises	-	-
Pertes de valeur	-	-
Effet de la variation des taux de change	-	-
Valeur brute à la clôture	29 216	29 216
Valeur nette à la clôture	29 018	29 018

Le Groupe n'a pris le contrôle d'aucune société lors des exercices 2022 et 2023.

5.4. Participations ne donnant pas le contrôle

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de changement du contrôle (perte ou gain) sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Au 31 décembre 2023, les participations ne donnant pas le contrôle s'élèvent à 13 713 K€ et comprennent principalement les participations suivantes :

- Avanis SAS (13 539 K€), leader français du e-commerce du sport, détenu à hauteur de 73.8% par le Groupe. La totalité des minoritaires d'Avanis SAS a été acquise par Decathlon SE en janvier 2024.
- Decathlon Travel (346 K€), accès sur le voyage sportif, détenu à hauteur de 66.6% par le Groupe.

Les participations ne donnant pas le contrôle, prises individuellement, ne sont pas significatives aux bornes du Groupe.

5.4.1. Entités mises en équivalence

Les participations dans les entreprises associées sont de 19 924 K€ au 31 décembre 2023 et 19 881 K€ au 31 décembre 2022. Elles correspondent aux entreprises ci-dessous :

Année d'entrée dans le périmètre	Nom de la société	Lieu	Activité	% d'intérêt acquis	
2021	Beep Srl	Italie	Production	24.9%	(1)
2021	Coros Ltd	Chine	Production	13.2%	
2021	Jagger & Lewis SAS	France	Production	42.6%	
2021	Kinomap SAS	France	Service	29.6%	
2020	E2Drives	Belgique	Recherche	51.0%	(2)

(1) Bien que la participation du Groupe dans Coros soit inférieure à 20%, le Groupe exerce une influence notable sur Coros du fait de sa représentation au sein du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de Coros et de sa participation au processus d'élaboration des politiques.

(2) Bien que la participation du Groupe dans E2Drives soit de 51%, le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif sur cette entité car il ne dispose pas seul de la capacité à agir sur les rendements variables de cette entité.

Les intérêts détenus par le Groupe dans ces entreprises associées ne sont pas significatifs pris individuellement.

Le tableau suivant analyse globalement la valeur comptable ainsi que la quote-part dans le résultat net et les autres éléments du résultat global de ces entreprises associées.

K€	31.12.23	31.12.22
Valeur comptable des intérêts dans les entreprises associées	19 924	19 881
Quote-part :		
– du résultat net	- 337	- 2 480
– des autres éléments du résultat global	-	-
Total	- 337	- 2 480

6. Données opérationnelles

6.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que le contrôle des biens a été transféré au client.

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux ventes dans les magasins, les sites e-commerce et les redevances de franchises.

Les ventes de l'activité e-commerce sont constituées, d'une part, du chiffre d'affaires relatif aux ventes réalisées sur les sites e-commerce du Groupe (ventes directes) et d'autre part, des commissions perçues au titre des ventes e-commerce que le Groupe réalise pour le compte de tiers (Marketplaces). Le chiffre d'affaires relatif aux ventes directes est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus). S'agissant des ventes en Marketplaces, les revenus comptabilisés correspondent aux commissions facturées aux fournisseurs sur les ventes réalisées.

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes aux franchisés est comptabilisé lorsque la livraison est intervenue (date de transfert de contrôle des biens vendus).

Les retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires. Ils sont estimés de façon raisonnablement fiable, en se basant notamment sur les données statistiques issues de l'expérience passée et sur les conditions contractuelles.

La vente d'un bien ou service assortie de la remise de points de fidélité constitue un contrat comprenant deux « obligations de performance » séparées :

- un bien ou service livré immédiatement
- un droit à recevoir ultérieurement des biens ou services à prix réduit ou gratuit.

Le montant reçu au titre de la vente est réparti entre les deux « obligations de performance » en proportion de leurs prix de vente spécifiques respectifs.

Le chiffre d'affaires se décompose selon les natures suivantes :

K€	2023	2022
Ventes réalisées par l'enseigne	15 618 445	15 446 910
Programmes de fidélisation	- 44 833	- 56 772
Redevances de franchises et autres revenus	41 676	38 002
Total chiffre d'affaires	15 615 289	15 428 140

Le chiffre d'affaires par pays se décompose comme suit :

K€	2023	2022
France	4 173 596	4 090 779
Espagne	1 781 582	1 761 331
Italie	1 498 382	1 515 044
Chine	1 161 996	1 194 210
Allemagne	936 346	893 761
Belgique	585 707	550 855
Pologne	504 634	447 409
Angleterre	327 892	353 459
Russie	8 162	208 250
Autres	4 636 992	4 413 043
Total chiffre d'affaires	15 615 289	15 428 140

6.2. Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles se décomposent comme suit :

K€	2023	2022
Achats de matières premières	- 366 762	- 108 960
Achats de marchandises	8 099 005	9 153 119
Variations de stocks	753 445	- 764 739
Dépréciation de stocks	65 707	50 144
Total achats consommés	8 551 395	8 329 564
Energie	132 650	106 234
Nettoyage et maintenance	137 009	135 385
Charges de locations	174 990	153 411
Publicité et communication	425 007	415 960
Systèmes d'information	289 576	279 383
Autres charges	622 069	578 726
Total achats et charges externes	1 781 301	1 669 098
Total charges de personnel	3 102 469	3 088 961
Total amortissements des immobilisations et droits d'utilisation	893 966	898 745
Taxes	101 748	96 748
Autres charges	54 380	61 166
Total des charges opérationnelles	14 485 258	14 144 282

6.3. Personnel et effectifs

6.3.1. Effectif

Les effectifs correspondent aux effectifs en équivalent temps plein comprenant les CDD, CDI et équivalents locaux dans les différents pays étrangers.

	2023	2022
Contrats à durée indéterminée	79 672	85 701
Contrats à durée déterminée	14 229	15 414
Effectif moyen sur l'exercice au 31 décembre	93 901	101 115

6.3.2. Charges de personnel

Les charges de personnel sont comptabilisées au fur et à mesure des services rendus.

Les charges de personnel s'analysent de la manière suivante :

K€	2023	2022
Salaires et traitements	2 284 331	2 263 137
Charges au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	5 654	5 388
Autres cotisations sociales	632 440	604 583
Paielements fondés sur des actions	33 666	41 945
Autres charges de personnel	146 378	173 909
Total	3 102 469	3 088 961

6.3.3. Avantages au personnel

Avantages du personnel à court terme

Les avantages à court terme du personnel sont comptabilisés en charges lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe s'attend à payer s'il a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies du Groupe correspondent aux indemnités de départ à la retraite versées aux salariés en France, en Suisse, en Italie et en Thaïlande.

L'obligation du Groupe au titre de ces régimes est comptabilisée au passif et évaluée selon une méthode actuarielle qui tient compte du taux de rotation des salariés, de leur espérance de vie, du taux de progression des salaires et d'un taux d'actualisation. Le calcul est réalisé selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière.

La juste valeur des actifs de régime est déduite du passif.

Le coût des services est comptabilisé en charges de personnel. Il comprend le coût des services rendus au cours de la période, le coût des services passés résultant de la

modification ou de la réduction d'un régime, intégralement comptabilisé en résultat de la période au cours de laquelle il est intervenu, et les pertes et gains résultant des liquidations.

Le Groupe détermine la charge d'intérêts net sur le passif net au titre des prestations définies de la période, en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations définies, au passif net, tous deux déterminés au début de l'exercice.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net) et, le cas échéant, la variation de l'effet du plafonnement de l'actif (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif net), sont comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les passifs pour régimes à prestations définies sont composés de :

K€	2023	2022
– France	40 238	28 822
– Suisse	5 567	3 608
– Italie	669	635
– Thaïlande	703	661
– Autres	458	274
Total des passifs pour régimes à prestations définies	47 635	34 000

L'impact de la réforme des retraites réalisée en France en 2023 a été prise en compte dans l'estimation de l'engagement à la clôture 2023. Cela n'a pas d'impact matériel sur les comptes

Le tableau suivant réconcilie les soldes d'ouverture et de clôture du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies et de ses composantes :

France	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde au 1er janvier	44 545	67 108	-15 723	-16 196	28 822	50 913
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	4 212	6 836			4 212	6 836
Coût des services passés						
Coût (produit) financier	1 730	725	-606	-175	1 124	550
Total	5 943	7 561	-606	-175	5 337	7 385
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation :						
– Écarts actuariels liés à :			-784	-490	-784	-490
– des hypothèses démographiques		606				606
– des hypothèses financières	4 045	-20 702			4 045	-20 702
– des ajustements liés à l'expérience	3 225	-6 200			3 225	-6 200
– Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt						
– Effet de la variation des taux de change						
Total	7 270	-26 296	-784	-490	6 486	-26 786
Autres						
Impact du changement de méthode	-406	-2 691			-406	-2 691
Cotisations versées par l'employeur						
Prestations payées	-985	-1 138	985	1 138		
Total	-1 392	-3 828	985	1 138	-406	-2 691
Solde au 31 décembre	56 366	44 545	-16 127	-15 723	40 238	28 822

Suisse	Obligations au titre des prestations définies		Juste valeur des actifs du régime		Solde Net	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Solde au 1er janvier	18 911	21 977	-15 303	-15 602	3 608	6 375
Comptabilisés en résultat net						
Coût des services rendus au cours de la période	1 590	1 834	-1 256	-1 428	334	407
Coût des services passés		148	92		92	148
Coût (produit) financier	399	64	113	113	512	177
Total	1 989	2 046	-1 051	-1 315	938	732
Compris dans les autres éléments du résultat global						
Perte (gain) liés à la réévaluation :						
– Écarts actuariels liés à :			1 665	2 027	1 665	2 027
– des hypothèses démographiques		-3 727				-3 727
– des hypothèses financières	1 283	1 362			1 283	1 362
– des ajustements liés à l'expérience	-1 964	-3 076			-1 964	-3 076
– Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêt			-326	-45	-326	-45
– Effet de la variation des taux de change	-1 266		1 050		-216	0
Total	-1 947	-5 441	2 389	1 981	442	-3 460
Autres						
Impact du changement de méthode						
Cotisations versées par l'employeur	1 213	1 389	-1 428	-1 428	-215	-38
Prestations payées	374	-1 060	-374	1 060	0	0
Total	1 587	330	-1 802	-368	-215	-38
Solde au 31 décembre	20 541	18 911	-15 767	-15 303	4 774	3 608

Hypothèses actuarielles et analyses de sensibilité

Les principales hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont les suivantes :

	2023		2022	
	France	Suisse	France	Suisse
Taux d'actualisation	3.30%	1.52%	3.90%	2.24%
Taux d'augmentation des salaires	3.00%	1.50%	3.00%	2.24%
Turnover	Taux de sorties réel Decathlon	1.3xLPP2020	Taux de sorties réel Decathlon	1.3xLPP2020
Age de départ en retraite	Cadres : 65	Homme : 65	Cadres : 65	Homme : 65
	Non cadres : 64	Femme : 64	Non cadres : 62	Femme : 64
Table de mortalité	TGH TGF 00 05	LPP2020gen	TGH TGF 00 05	LPP2020gen

Le taux d'actualisation est déterminé par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première qualité de maturité équivalente à la durée des engagements évalués.

À la date de clôture, des modifications raisonnablement possibles de l'une des hypothèses actuarielles pertinentes auraient affecté l'obligation au titre des indemnités de départ à la retraite des montants suivants (autres hypothèses constantes) :

Analyse de sensibilité France

France	2023		2022	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 1 %)	-7 043	8 417	-6 274	5 289

Analyse de sensibilité Suisse

Suisse	2023		2022	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 1 %)	-321	330	-278	286

6.3.4. Rémunérations à base d'actions

Les plans d'attribution d'actions gratuites destinés aux dirigeants et certains salariés du Groupe sont des plans à base d'actions réglés en trésorerie compte tenu de l'engagement de rachat des actions par le Groupe.

Le passif au titre de ces plans est évalué, initialement et à chaque clôture jusqu'au règlement, à la juste valeur des plans évaluée à la juste valeur des actions ordinaires diminuée de la valeur actualisée des dividendes estimés sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition.

Les charges et les passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions se décomposent en :

Charge au titre des plans de rémunération à base d'actions

	2023	2022
Actions gratuites	33 666	41 945
Total charges au titre des plans de rémunération à base d'actions	33 666	41 945

Passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions

	2023	2022
Provision AGA	39 773	26 966
Engagements de rachats AGA	62 841	66 026
BSPCE (Avanis)	3 262	5 361
Total passifs au titre des plans de rémunération à base d'actions	105 875	98 352

Les principales caractéristiques et conditions relatives aux attributions dans le cadre de ces programmes sont les suivantes :

	Nombre d'actions gratuites / options attribuées	Date du Conseil d'Administration autorisant l'attribution	Conditions d'acquisition des droits	Date limite d'exercice
Plan AGA 2019 / 2023 + 4	34 372	10/09/2019	TSR 7-10-13%	16/05/2024
Plan AGA 2019 / 2023 + 2	4 262	10/09/2019	TSR 7-10-13%	16/05/2024
Plan AGA 2019 / 2023 + 2	2 841	10/09/2019	Sans condition	16/05/2024
Plan AGA 2021 / 2024 + 2	137 235	16/06/2021	100% TSR 7-10-13%	16/05/2024
Plan AGA 2021 / 2025 +2	133 203	16/06/2021	80% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2021 / 2025 +4	19 741	16/06/2021	80% TSR 5-10-15% 25% ESG	16/05/2025
Plan AGA 2022/2025 +2	3 503	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2025
Plan AGA 2022/2024 +4	4 655	15/06/2022	Présence	16/06/2024
Plan AGA 2022/2026 +4	8 147	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Plan AGA 2022/2026 +2	153 403	15/06/2022	7-12-17% TSR 25% ESG	01/06/2026
Plan AGA 2023/2027 +2 Equipe	160 440	23/06/2023	100% TSR 7-12-17% ESG	01/06/2027
Plan AGA 2023/2025 +2+2 NC	2 531	06/09/2023	Présence	01/06/2025
Plan AGA 2023/2025 +2+2 FO	1 582	23/06/2023	100% TSR 7-12-17% ESG	01/06/2025
Plan AGA 2023/2025 +2+2 Large	12 344	06/09/2023	100% TSR 7-12-17% ESG	01/06/2025
Total	678 259			

*TSR: Total Shareholder Return. Il s'agit d'un critère de performance économique relatif à l'augmentation de la valeur de part.

*ESG: Environnement Social Gouvernance. Il s'agit d'un critère de performance environnemental et social.

La variation du nombre d'actions gratuites est la suivante :

	Total Nombre d'actions
En circulation au 31 décembre 2021	69 340
Exercibles au 31 décembre 2021	8 270
Déchues pendant la période	- 5 191
Exercées pendant la période	- 17 837
Attribuées pendant la période	17 069
En circulation au 31 décembre 2022	63 381
En circulation au 31 décembre 2022 (x10)	633 810
Exercibles au 31 décembre 2022	7 021
Exercibles au 31 décembre 2022 (x10)	70 210
Déchues pendant la période	- 16 674
Exercées pendant la période	- 115 774
Attribuées pendant la période	176 897
En circulation au 31 décembre 2023	678 259
Exercibles au 31 décembre 2023	41 475

6.3.5. Rémunération des principaux dirigeants (parties liées)

Compte tenu du caractère confidentiel de cette information, celle-ci n'est pas communiquée.

6.3.6. Résultat opérationnel non courant

Le résultat opérationnel non courant se décompose comme suit :

K€	2023	2022
Produits opérationnels non courants	524 544	136 722
Charges opérationnelles non courantes	- 462 774	- 143 269
Total résultat opérationnel non courant	61 770	- 6 546

Les charges opérationnelles non courantes se composent essentiellement des valeur nettes comptables d'actifs cédés. Les produits opérationnels courants se composent essentiellement de produits de cession d'immobilisations.

7. Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est un des principaux indicateurs financiers suivis par le Groupe. Il comprend les emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. En conséquence, le coût de l'endettement financier net correspond à l'ensemble des charges et produits financiers attachés à ces éléments, y compris l'effet des instruments dérivés utilisés à des fins de couverture de juste valeur des emprunts et dettes financières.

Pertes et gains de change

Les écarts de change sur l'ensemble des transactions en devises étrangères du Groupe sont comptabilisés en résultat financier, à l'exception des écarts de change sur créances et dettes commerciales comptabilisés en résultat opérationnel.

Charges d'intérêts

Les produits et les charges provenant des intérêts sur emprunts, dettes financières et dettes de loyers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Le résultat financier inclut les variations de juste valeur des instruments dérivés tel qu'expliqué en Note 18.1.

Le résultat financier du groupe se présente ainsi :

K€	2023	2022
Coût de l'endettement financier net	- 32 686	- 16 868
Autres produits et charges financières	- 25 854	38 605
Total résultat financiers hors contrats de location	- 58 540	21 737
Charges d'intérêts sur contrats de locations	- 65 069	- 53 496
Résultat financier*	- 123 609	- 31 759

*Dont résultat financier lié à l'application d'IFRS 9 (- 31 M€ au 31 décembre 2023, contre - 10 M€ au 31 décembre 2022) sur la ligne « résultat financier ».

Les charges d'intérêts sur contrats de locations correspondent aux charges financières liées à l'application d'IFRS 16 (voir note 10.3, contrats de locations).

8. Impôts sur le résultat

Impôt sur le résultat

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat, sauf s'ils portent sur des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global, directement en capitaux propres ou dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Decathlon a choisi l'option de comptabiliser la CVAE en résultat opérationnel et non pas en impôts sur les sociétés.

Impôt exigible

L'impôt exigible comprend le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Le montant de l'impôt exigible dû (ou à recevoir) est déterminé sur la base de la meilleure estimation du montant d'impôt que le Groupe s'attend à payer (ou à recevoir) reflétant, le cas échéant, les incertitudes qui s'y rattachent. Il est calculé sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible inclut également tout impôt qui provient de la déclaration de dividendes.

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont compensés à condition qu'ils remplissent certains critères.

Impôts différés

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les bénéfices futurs imposables sont évalués par rapport au renversement des différences temporelles imposables. Si le montant des différences temporelles ne suffit pas à comptabiliser l'intégralité d'un actif d'impôt différé, les bénéfices futurs imposables, ajustés du renversement des différences temporelles, sont évalués par rapport au plan d'activité de chacune des filiales du Groupe. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus

probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Ces réductions sont reprises lorsque la probabilité de bénéfices futurs imposables augmente.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et rend compte, le cas échéant, de l'incertitude relative aux impôts sur le résultat.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés à l'exception des impôts différés sur IFRS 16.

8.1. Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt s'élève à 270 099 K€ et se décompose ainsi :

K€	2023	2022
Charge d'impôt exigible	- 331 104	- 326 080
Charge d'impôt différé	61 005	- 20 988
TOTAL	- 270 099	- 347 068

8.2. Preuve d'impôt sur le résultat

Le rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique se présente comme suit :

K€	2023	2022
Résultat avant impôts	1 068 191	1 243 073
Taux d'imposition normatif	25.83%	25.83%
Charge d'impôt théorique	- 275 914	- 321 086
Eléments de rapprochement avec le taux effectif		
- Différence de taux d'impôt	42 751	46 801
- Incidence des crédits et autres réductions d'impôts	1 130	251
- Incidence des déficits fiscaux reportables	- 19 957	- 38 884
- Correction sur exercices antérieurs	3 276	4 019
- Autres impôts sans base	- 10 113	- 6 115
- Différences permanentes fiscales	- 11 273	- 32 054
Charge/Produit d'impôt effectivement constaté	- 270 099	- 347 068

8.3. Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés

Les variations des soldes d'impôts différés se présente comme suit :

	31/12/2022	Variations en compte de résultat	Variations en autres éléments du résultat global	Autres variations	31/12/2023 Net
Actifs d'impôt différé liés aux déficits reportables	30 493	3 565		5 298	39 357
Impôts différés sur prestations définies	8 286	1 732	1 835	177	12 030
Impôts différés sur marge interne	62 717	- 6 812		- 1 434	54 470
Autres retraitements	33 246	62 520	784	- 19 006	77 545
Total impôts différés	134 742	61 005	2 619	- 14 965	183 401

8.4. Impôts différés actifs non reconnus

Au 31 décembre 2023, les reports déficitaires et crédits d'impôt non encore utilisés et n'ayant pas donné lieu à comptabilisation de montants à l'actif du bilan représentent une économie potentielle d'impôt de 177 M€ (162 M€ au 31 décembre 2022).

8.5. Incertitudes fiscales

Les entités du Groupe peuvent faire l'objet de contrôles fiscaux et, le cas échéant, de demandes de rectification de la part des administrations locales concernant l'impôt sur les sociétés. Ces demandes de rectification, ainsi que les positions fiscales incertaines identifiées non encore notifiées, donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôts à payer dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères de l'interprétation IFRIC 23: "Incertitude relative aux traitements fiscaux".

Au 31 décembre 2023, le Groupe a comptabilisé 4.5 M€ de passif d'impôts, dont 2.6 M€ sur Decathlon Espagne, 1 M€ sur le Maroc, et 0.9 M€ sur Decathlon SE.

Il n'y a pas fin 2023 d'autre position fiscale incertaine rentrant dans le cadre de l'application de l'interprétation d'IFRIC 23.

-

- 8.6. Pilier 2

Decathlon SE en tant qu'entité mère partiellement détenue ("POPE") au sein du groupe SURHOLYMPIADES, sera redevable de l'impôt complémentaire en application de la règle d'inclusion du revenu à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024.

A ce jour, nos comptes consolidés, ainsi que notre CbCr ne sont pas disponibles en l'absence de validation des données groupe.

Dès lors, Decathlon ne peut pas faire figurer au titre de son annexe une information quantitative relative à l'application de la réglementation "Globe".

9. Immobilisations et contrats de location

9.1. Immobilisations incorporelles

Recherche et Développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisations incorporelles si et seulement si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Autrement, elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Après la comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement à des droits d'utilisation de terrains notamment en Chine, des droits au bail non inclus dans les droits d'utilisation IFRS 16 et des logiciels. Elles ont une durée d'utilité déterminée et sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Frais de développement : 10 ans maximum
- Logiciels de type bureautique ou gros système : 4 ans maximum
- Logiciels nécessitant des frais de développement : 5 ans pour la plupart et sur 10 ans pour les logiciels les plus structurants (type ERP).

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

K€	1-janv.-23	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc.-23
Frais de développement	248 770	3 417	- 180	- 1 005			- 85	376	251 294
Logiciels	52 258	7 239	- 10 700	699			- 434	- 491	48 573
Autres immobilisations incorporelles	172 922	68	- 8 377	25				- 6 869	157 768
Immobilisations incorporelles en cours	13 874	45 777		- 4 614			- 16	- 71	54 950
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	487 824	56 501	- 19 256	- 4 894			- 535	- 7 054	512 585
Amortissement frais de développement	- 155 993		110	3 291	- 33 723			- 246	- 186 560
Amortissement logiciels	- 38 009		9 907	128	- 7 358	3	364	333	- 34 632
Amortissement autres immobilisations incorporelles	- 37 584		2 357	- 1 976	- 5 797			1 476	- 41 524
Amortissement immobilisations incorporelles	- 231 587		12 375	1 443	- 46 878	3	364	1 564	- 262 717
Total valeur nette	256 237	56 501	- 6 882	- 3 452	- 46 878	3	- 171	- 5 491	249 868

K€	01-janv-22	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-22
Frais de développement	238 398	8 751	- 453	1 109				966	248 770
Logiciels	58 419	2 916	- 9 865	1 088				- 299	52 258
Autres immobilisations incorporelles	172 846	13 451	- 10 100	145				- 3 420	172 922
Immobilisations incorporelles en cours	14 480	- 531	- 19	- 238				182	13 874
Immobilisations incorporelles (valeur brute)	484 143	24 586	- 20 438	2 105				- 2 572	487 824
Amortissement frais de développement	- 116 732			49	- 39 205	449		- 554	- 155 993
Amortissement logiciels	- 41 151			- 37	- 6 330	9 328		181	- 38 009
Amortissement autres immobilisations incorporelles	- 35 546			2	- 3 012	194		777	- 37 584
Amortissement immobilisations incorporelles	- 193 429			14	- 48 547	9 972		404	- 231 587
Total valeur nette	290 714	24 586	- 20 438	2 118	- 48 547	9 972		- 2 168	256 237

9.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le profit ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est comptabilisé en résultat net.

L'amortissement est calculé selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée.

Les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

- Terrains : non applicable
- Constructions : 15 à 30 ans
- Aménagements des constructions : 2 à 30 ans
- Matériel et outillage : 2 à 10 ans
- Matériel de production : 1 à 10 ans
- Agencements : 2 à 10 ans
- Mobilier de bureau et informatique : 2 à 12 ans
- Matériel RFID : 3 à 5 ans
- Matériel de transport et convoyeur : 5 à 15 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont revus à chaque date de clôture et ajustés si nécessaire.

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

K€	1-janv.-23	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc.-23
Terrains	948 646	3 275	- 227 868	212			- 17 972	147	706 440
Constructions	1 754 739	10 661	- 299 351	22 841			- 40 417	- 27 487	1 420 986
Aménagement des constructions	1 985 327	79 528	- 177 922	84 414			- 41 129	- 25 979	1 904 239
Matériel et outillage	273 191	24 600	- 22 931	16 299			- 3 164	- 1 091	286 904
Matériel de production	141 994	15 871	- 8 106	8 984			- 289	- 2 950	155 503
Agencement	350 474	65 105	- 36 735	10 711			- 5 392	- 3 289	380 873
Mobilier de bureau et informatique	277 027	32 553	- 32 972	11 224			- 3 177	- 2 654	282 000
Matériel RFID	36 084	2 507	- 4 305	376			- 635	- 695	33 331
Matériel de transport et convoyeur	124 141	731	- 5 890	35 502			- 5 659	- 2 215	146 610
Immobilisations corporelles en cours	193 671	240 211	- 2 407	- 187 981			- 9 420	- 3 491	230 583
Immobilisations corporelles (valeur brute)	6 085 294	475 043	- 818 488	2 581			- 127 254	- 69 704	5 547 470
Amortissement terrains									-
Amortissement des constructions	- 764 116		160 570	2 505	- 65 827		10 629	6 224	- 650 015
Amortissement aménagement des constructions	- 1 085 059		117 248	- 6 308	- 141 204	- 3	13 662	10 792	- 1 090 871
Amortissement matériel et outillage	- 183 532		21 391	5 361	- 33 174	1	3 209	1 206	- 185 538
Amortissement matériel de production	- 110 054		7 427	12	- 18 475		272	2 444	- 118 375
Amortissement agencement	- 232 021		29 338	- 2 136	- 44 527	13	3 677	1 753	- 243 903
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 191 788		32 634	1 213	- 41 685	- 5	2 505	1 668	- 195 457
Amortissement matériel RFID	- 28 677		4 306	6	- 3 540	- 1	477	471	- 26 959
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 39 093		5 696	- 267	- 14 341		904	206	- 46 895
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 226 868		- 21	501	- 9 524	75 952	34 854	18 731	- 106 375
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 861 208		378 590	888	- 372 299	75 957	70 189	43 495	- 2 664 387
Total valeur nette	3 224 086	475 043	- 439 898	3 469	- 372 299	75 957	- 57 065	- 26 210	2 883 083

K€	01-janv-22	Acquisitions	Sorties	Reclassement	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Mouvements de périmètres	Effet de la variation des taux de change	31-déc-22
Terrains	958 513	7 008	- 13 028	209				- 4 056	948 646
Constructions	1 779 317	26 811	- 60 821	16 333			76	- 6 976	1 754 739
Aménagement des constructions	1 903 505	94 194	- 82 657	74 867			238	- 4 819	1 985 327
Matériel et outillage	258 985	27 199	- 23 372	10 591			- 7	- 204	273 191
Matériel de production	121 622	16 186	- 6 023	7 648			226	2 334	141 994
Agencement	319 221	49 456	- 27 551	10 574				- 1 226	350 474
Mobilier de bureau et informatique	250 802	43 005	- 25 848	10 725			- 288	- 1 370	277 027
Matériel RFID	34 379	3 061	- 1 883	907				- 379	36 084
Matériel de transport et convoyeur	108 953	4 727	- 6 098	17 093			- 38	- 496	124 141
Immobilisations corporelles en cours	96 933	261 924	- 14 591	- 151 053			61	396	193 671
Immobilisations corporelles (valeur brute)	5 832 229	533 571	- 261 872	- 2 106			268	- 16 795	6 085 294
Amortissement terrains									-
Amortissement des constructions	- 732 447			5 645	- 69 773	29 410	- 7	3 056	- 764 116
Amortissement aménagement des constructions	- 1 001 093			- 4 825	- 142 563	58 891	- 11	4 542	- 1 085 059
Amortissement matériel et outillage	- 175 342			196	- 30 441	21 376	3	677	- 183 532
Amortissement matériel de production	- 93 882			314	- 19 735	5 501	- 107	- 2 146	- 110 054
Amortissement agencement	- 218 461			- 135	- 37 846	23 600		822	- 232 021
Amortissement mobilier de bureau et informatique	- 177 264			- 61	- 39 701	24 262	121	856	- 191 788
Amortissement matériel RFID	2 621			- 29 351	- 4 026	1 814		265	- 28 677
Amortissement matériel de transport et convoyeur	- 32 557			- 1 511	- 9 728	4 519	5	179	- 39 093
Provisions pour dépréciation des immobilisations	- 197 368				- 55 730	25 626	4	600	- 226 868
Amortissement immobilisations corporelles	- 2 625 793			- 29 727	- 409 543	194 996	8	8 852	- 2 861 208
Total valeur nette	3 206 436	533 571	- 261 872	- 31 833	- 409 543	194 996	276	- 7 943	3 224 086

9.3. Contrats de location

Champ d'application IFRS 16

A la signature d'un contrat, le Groupe détermine si celui-ci constitue, ou contient, un contrat de location.

Le Groupe applique les principes de comptabilisation de la norme IFRS 16 pour l'ensemble de ses contrats de location, à l'exception des :

- baux à court terme, avec une durée de bail de 12 mois ou moins ;
- contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (<5 000 USD), sur la valeur du bien à l'état neuf.

Pour ces exceptions, les loyers associés sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Si un contrat de location comprend des éléments non locatifs, explicitement identifiables relatifs aux services, ces éléments sont comptabilisés dans la rubrique appropriée sous les charges d'exploitation récurrentes.

Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16

Comptabilisation du droit d'utilisation

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative ajustée des paiements de location effectués à la date d'effet ou avant, plus les coûts directs initiaux encourus pour conclure le contrat, et une estimation des coûts éventuels de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Il est ensuite amorti conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » selon le mode linéaire à compter de la date effective de début sur la durée du contrat, correspondant à la durée d'utilisation contractuelle non résiliable de l'actif après prise en compte les options de renouvellement ou de résiliation, si leur exercice est raisonnablement certain par la direction du Groupe. Par ailleurs, le droit d'utilisation peut faire l'objet d'une dépréciation conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » dans le cadre du test de valorisation annuel, voir note 9.4.

Comptabilisation de la dette locative

La dette locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers futurs. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il n'est pas facilement déterminable, au taux d'emprunt marginal. En l'absence de taux d'intérêt implicite dans les contrats, le Groupe applique le taux d'emprunt marginal pour le taux d'actualisation appliqué aux contrats.

Le taux d'actualisation IFRS 16 utilisé dans le calcul de la dette locative est déterminé en central et mis à jour trimestriellement par le Groupe.

La dette locative est ensuite augmentée des charges d'intérêts et diminuée des montants des loyers payés, conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif. Il est réévalué en cas de modification des loyers futurs suite à un changement d'indice ou de taux, ou, le cas échéant, en cas de réévaluation par le Groupe de l'exercice d'une option d'achat ou d'une option de résiliation.

Les paiements relatifs aux contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont comptabilisés dans les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement, dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, ventilés entre le remboursement du principal de la dette locative et le paiement des intérêts implicites (inclus dans « Intérêts financiers payés »).

Impôts différés sur les contrats de location

L'impôt différé a été comptabilisé sur les filiales conformément à l'application de la norme IAS 12 par le Groupe. Les actifs et passifs d'impôts différés ont été récompensés.

Estimation des durées de location

La norme IFRS 16 définit la durée du bail comme la période non résiliable du bail augmentée des périodes couvertes par une option de prolongation ou une option de résiliation si le preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option de prolongation ou de ne pas exercer l'option de résiliation.

Le Groupe distingue deux catégories d'actifs sous-jacents :

- Les baux dits « immobiliers » : ils regroupent principalement les terrains et bâtiments de magasins, entrepôts, usines et bureaux. La durée d'utilisation raisonnablement certaine des actifs loués est déterminée en fonction des caractéristiques propres aux différents types d'actifs (magasins, entrepôts logistiques, bâtiments administratifs). Dans le cas de magasins loués, les caractéristiques prises en compte dans l'estimation de la durée sont la création de valeur du magasin, telle que calculée sous IAS 36, ainsi que les éventuels investissements dans le magasin.
- Les contrats de location « Autres » regroupent les véhicules et du matériel informatique. Ces contrats ont des loyers fixes, dont les options de résiliation anticipée ne sont pas raisonnablement certaines.

Les valeurs comptables des droits d'utilisation comptabilisés et les mouvements de la période sont présentés dans les tableaux suivants:

Valeurs brutes en K€	Real Estate	Non Building	Total
Solde au 1er Janvier 2022	3 349 543	21 189	3 370 732
Augmentations	569 411	6 037	575 448
Diminutions	- 210 831	- 1 453	- 212 284
Ecart de conversion	- 16 742	- 339	- 17 081
Solde au 31 Décembre 2022	3 691 381	25 434	3 716 815
Augmentations	1 069 999	8 690	1 078 689
Diminutions	- 432 414	- 10 234	- 442 648
Ecart de conversion	- 42 708	- 243	- 42 951
Autres mouvements	- 36 190	- 2 265	- 38 454
Solde au 31 Décembre 2023	4 250 068	21 383	4 271 451

Amortissements cumulés en K€	Real Estate	Non Building	Total
Solde au 1er Janvier 2022	- 558 072	- 5 769	- 563 841
Dotations	- 508 514	- 5 868	- 514 382
Reprises	61 810	2 366	64 176
Impairment	- 19 870		- 19 870
Ecart de conversion	- 4 388	- 22	- 4 410
Solde au 31 Décembre 2022	- 1 029 036	- 9 293	- 1 038 328
Dotations	- 532 813	- 4 807	- 537 620
Reprises	107 820	10 010	117 830
Impairment	- 15 550		- 15 550
Ecart de conversion	17 149	16	17 165
Autres mouvements	37 651	146	37 797
Solde au 31 Décembre 2023	- 1 414 779	- 3 928	- 1 418 707

Droit d'utilisation en K€	Real Estate	Non Building	Total
31.12.2022	2 662 343	16 143	2 678 487
31.12.2023	2 835 289	17 455	2 852 744

Les impacts du retraitements des contrats de location au niveau du compte de résultat consolidé sur les exercices 2022 et 2023 sont les suivants:

En K€	2022	2023
Charges locatives retraitées	537 429	564 317
Amortissements	- 514 382	- 527 376
Charges d'intérêt	- 53 496	- 63 125
Charges nettes sur sorties de contrats	15 868	7 821
Résultat avant impôt	- 14 580	- 18 363

9.4. Tests de dépréciation

À chaque date de clôture, les valeurs comptables des immobilisations et droits d'utilisation sont examinées afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Le goodwill et les immobilisations incorporelles non inclus dans des UGT sont testées individuellement chaque année.

Pour être testés, les actifs sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. Les UGT du Groupe correspondent principalement à des magasins ou d'autres sites immobiliers (terrain, entrepôt, usine).

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre valeur d'utilité et juste valeur diminuée des coûts de cession. La valeur d'utilité est évaluée par rapport aux flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de l'UGT est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net. Elles sont affectées d'abord à la réduction de la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des droits d'utilisation IFRS 16 de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

La valeur comptable, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

1. Description des UGT pour le groupe

La norme s'applique aux différentes activités du Groupe :

- Formes de vente : magasins de plus de 24 mois ;
- Sites de production : usines ;
- Immobilier : constructions et terrains.

L'UGT qui a été retenue par le Groupe correspond principalement à des magasins.

2. Détermination des indices de pertes de valeur

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est une création de valeur négative sur les deux derniers exercices.

3. Pertes (reprises) de valeur comptabilisées

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la cession d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts de sortie. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont généralement projetés sur une période de 5 ans avec prise en compte d'une valeur terminale dont les montants sont actualisés à l'infini. Les projections sont limitées à une durée finie lorsque la date de fin probable est connue, par exemple, la prochaine possibilité de sortie d'un bail pour un magasin non rentable.

4. Variation de l'année

La variation d'impairment (hors IFRS 16) du Groupe correspond à une charge nette de 66 884 K€. L'impairment de toutes les UGT du Groupe au 31 décembre 2023 est de 106 375 K€. La variation de l'impairment IFRS 16 est présentée dans le paragraphe 9.3.

10. Actifs financiers non courants

Les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les prêts et cautionnement sont comptabilisés initialement à leur juste valeur puis au coût amorti.

Les actifs financiers non courants se décomposent comme suit :

K€	2023	2022
Titres de participation non consolidés	36 351	36 590
Autres actifs financiers	64 789	62 783
TOTAL	101 140	99 373

Le montant des titres de participation non consolidés diminue de 239 k€ entre 2023 par rapport à 2022. Les variations concernent l'acquisition des titres Unspun (2.3 M€), une plus-value latente sur les titres Valiuz (1.1 M€), la cession d'Eliberty (- 1.4 M€), la moins-value latente de True Capital (-4 M€) et d'autres mouvements individuellement non significatifs (1.8 M€).

Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts (60 M€), notamment liés aux locations de magasins et entrepôts.

11. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût inclut les frais accessoires et coûts de transit jusqu'aux magasins. Les ristournes sont déduites.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

Les stocks de composants dont l'ancienneté est supérieure à 6 mois font l'objet d'une dépréciation différente, selon que les stocks soient ou non liés à une nomenclature de produits finis :

Les stocks **non liés** à une nomenclature produit finis sont dépréciés à hauteur de 95%.

Parmi les stocks **liés** à une nomenclature de produit, Decathlon distingue 2 catégories :

- « collection » présentant des taux de décotes progressifs par type atteignant 90% pour une rotation supérieure à 3 ans (basée sur l'historique des ventes)
- « permanent » présentant des taux de décotes progressifs atteignant 30% pour une rotation supérieure 3 ans.

Concernant la dépréciation des stocks de produits finis, 2 types de dépréciations sont appliquées par le Groupe :

- Dépréciation de type 1 : la dépréciation est calculée par rapport au prix de cession ou prix de vente connu à l'avance. Si Decathlon a connaissance d'un prix de cession ou prix de vente inférieur à la valorisation du stock, une dépréciation de la différence sera appliquée.
- Dépréciation de type 2 : en plus de la dépréciation de type 1, cette dépréciation est appliquée en fonction de "l'étape de vie" du produit. Selon la typologie du produit (permanent, éphémère ou de collection limitée), un taux de décote différent sera appliqué (taux de décote propres à chaque pays après une application standard à l'ouverture).

La valeur nette des stocks est principalement constituée de :

K€	31-déc-23	31-déc-22
Valeurs brutes		
Matières premières	499 011	689 000
Encours	2 038	13 621
Produits finis	2 498 624	3 079 422
Droit de récupérer des biens retournés	32 159	34 792
Total valeur brute des stocks	3 031 832	3 816 835
Dépréciations		
Matières premières	28 411	8 966
Encours		
Produits finis	35 175	29 533
Droit de récupérer des biens retournés		
Total des dépréciations	63 586	38 499
Valeur nette des stocks	2 968 246	3 778 336

12. Créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres créances opérationnelles sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Conformément à IFRS 9, le Groupe applique la méthode simplifiée dans l'évaluation des créances commerciales et reconnaît les pertes de valeur attendues sur la durée de vie de celles-ci.

Les créances sont passées en revue régulièrement afin d'identifier les éventuels risques de litiges et risques de crédit des clients.

Les créances clients, actifs sur contrats clients et autres actifs courants se décomposent comme suit :

K€	31-déc-23	31-déc-22
Créances clients	263 745	297 523
Dépréciation des créances au titre des pertes attendues	- 12 542	- 13 367
Total créances clients	251 202	284 157
RFA et avances fournisseurs	58 470	61 906
TVA	187 254	254 911
Autres créances fiscales (hors impôt sur le résultat)	-	-
Autres actifs courants	214 124	207 571
Total autres créances courantes	459 848	524 388

Des informations sur les dépréciations des créances clients et l'exposition du Groupe au risque de crédit figurent en note 18.

13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie inscrit à l'actif du bilan comprend les disponibilités et les dépôts à termes de 3 mois ou plus ainsi que les autres instruments liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dont le risque de changement de valeur est négligeable et dont la maturité est de trois mois au plus au moment de leur date d'acquisition.

Ces derniers sont placés auprès de contreparties bancaires disposant d'un risque de crédit minimum noté BBB pour un montant cumulé de maximum 35% de nos encours et d'un risque minimum noté A- pour les 65% d'encours restants.

Les placements à plus de trois mois, de même que les comptes bancaires bloqués ou nantis sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les découverts bancaires figurent en emprunts et dettes financières au passif du bilan.

La trésorerie et équivalent de trésorerie se présente ainsi :

K€	31-déc-23	31-déc-22
Comptes bancaires et caisse	1 416 227	931 500
Dépôts à terme	768 298	516 478
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 184 525	1 447 979

14. Capitaux propres

14.1. Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires et d'actions de préférence.
Les frais d'augmentation de capital sont comptabilisés en capitaux propres.

Le capital social de Decathlon SE est constitué de :

	2023	Dont actions ordinaires	Dont actions de préférence	2022
Nombre d'actions :				
En circulation au 1er janvier	6 400 465	5 514 247	886 218	6 362 594
Augmentation de capital	-	-	-	37 871
Multiplication du nombre d'actions	57 604 185	49 628 223	7 975 962	-
En circulation au 31 décembre – actions entièrement libérées	64 004 650	55 142 470	8 862 180	6 400 465

Au cours de l'exercice 2023, la décision de multiplier par 10 le nombre d'actions Decathlon SE a été prise lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 mars 2023.

14.2. Gestion du capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir les activités de développement.

Par ailleurs, le financement des activités de la Société se fait principalement via l'obtention d'emprunts, de subventions, d'avances remboursables et des augmentations de capital.

15. Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite, à la date de clôture qui résulte d'un événement passé, qui engendrera probablement une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants sur la base de données historiques des garanties et en pondérant les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

La provision pour garantie correspond à la garantie légale que le client est obligé d'acheter (conformité du produit aux spécifications convenues).

De part leur nature, les provisions se débouclent généralement à plus d'un an et sont donc intégralement considérées comme non courantes.

K€	Provision pour garantie client	Provisions pour risques fiscaux	Provisions pour litiges et autres risques	TOTAL
Solde au 31 décembre 2022	18 973	8 939	126 244	154 156
Dotations	18 359	17 099	24 629	60 087
Reprises	- 19 082	- 3 471	- 64 932	- 87 485
Effet de la variation des taux de change	- 62	- 801	- 8 380	- 9 242
Solde au 31 décembre 2023	18 188	21 766	77 561	117 515

16. Emprunts et dettes financières

16.1. Principaux termes et conditions des emprunts et dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées initialement à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction, qui sont ensuite évaluée au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les emprunts et dettes financières s'entendent hors dette IFRS 16 classée en dettes de loyers.

Les emprunts ne sont pas soumis à des covenants.

- 16.2 Emprunts et dettes financières

L'endettement financier net du Groupe est négatif et s'établit à -1 777M€ au 31 décembre 2023 contre - 492 M€ au 31 décembre 2022. Il s'analyse comme suit :

K€	2023	2022
Emprunts et dettes financières	406 693	955 508
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 2 184 525	- 1 447 979
TOTAL	- 1 777 832	- 492 471

L'endettement financier net inclut les emprunts et des dettes liées aux crédits baux immobiliers qui s'élèvent à 161 M€ au 31 décembre 2023, contre 212 M€ au 31 décembre 2022. Et s'entend hors dettes sur loyers liées à IFRS 16 (3 082 M€ au 31 décembre 2023 contre 2 783 M€ au 31 décembre 2022) et hors instruments de trésorerie nets liés à IFRS 9 (passif de 71 M€ au 31 décembre 2023).

Au 31 décembre 2023, la part des prêts à taux fixes avant couverture est de 2% (1% en 2022) et de 14% après couverture (6 % en 2022). Seule la logistique France dispose d'une couverture sur taux.

Notre stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements via une enveloppe de 1 000 MEUR de billets de trésorerie.

- 16.3 Détail des emprunts et dettes financières

L'endettement financier net par maturité se présente comme suit :

31-déc-23	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€		
		moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	406 693	257 057	68 704	80 932
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 2 184 525	- 2 184 525		
Endettement Financier net	-1 777 832	-1 927 467	68 704	80 932

31-déc-22	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€		
		moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	955 508	742 684	119 456	93 367
Trésorerie et équivalent de trésorerie	- 1 447 979	- 1 447 979		
Endettement Financier net	-492 471	-705 294	119 456	93 367

Les variations des emprunts et dettes financières se décomposent comme suit :

	01-janv-23	Encaissements liés aux nouvelles	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc-23
Emprunts et dettes financières	955 508	57 040	606 467	612	406 693

	01-janv-22	Encaissements liés aux nouvelles dettes	Remboursement des dettes	Autres variations	31-déc-22
Emprunts et dettes financières	810 085	3 264 775	3 109 981	-9 371	955 508

17. Fournisseurs, passifs sur contrats clients, autres passifs courants

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis au coût amorti, qui correspondent généralement à leur valeur nominale.

Les dettes fournisseurs comprennent également les dettes fournisseurs ayant fait l'objet d'affacturage inversé (« reverse factoring »). Ces créances détenues par les fournisseurs du Groupe sont cédées à des établissements financiers dans le cadre de programmes d'affacturage inversé. Ces programmes permettent aux fournisseurs de recevoir le paiement de leurs créances en anticipation des délais de paiements normaux. Du point de vue du Groupe, les caractéristiques de ces dettes n'étant pas substantiellement modifiées (notamment les délais de paiement par le Groupe), ce dernier considère que celles-ci peuvent être maintenues en dettes fournisseurs. Les flux de trésorerie afférents sont donc comptabilisés en flux opérationnels.

Les dettes fournisseurs, passifs sur contrats clients et autres passifs se décomposent comme suit :

K€	31-déc-23	31-déc-22
Total dettes fournisseurs	1 800 725	1 822 795
Dettes sociales	437 572	472 947
Dettes fiscales	329 628	368 328
Autres passifs courants ⁽¹⁾	376 638	343 254
Total autres passifs courants	1 143 837	1 184 528
Total	2 944 563	3 007 323

⁽¹⁾ Produits constatés d'avance et avances reçues principalement

18. Instruments financiers et gestion des risques

18.1. Classement et juste valeur des instruments financiers

Les niveaux dans la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Catégorie comptable	Niveau dans la hiérarchie de la juste valeur	Notes	31-déc-23		31-déc-22	
			Total de la valeur nette comptable	Juste valeur	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur
Titres de participation non consolidés	Juste valeur par résultat	Niveau 3	36 351	36 351	36 590	36 590
Instruments dérivés actifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	23 949	23 949	27 727	27 727
Autres actifs financiers non courants	Coût amorti	Niveau 2	64 789	64 789	62 783	62 783
Total actifs financiers non courants			125 090	125 090	127 100	127 100
Créances clients	Coût amorti	1	251 202	251 202	284 157	284 157
Instruments dérivés actifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	34 635	34 635	275 156	275 156
Autres actifs financiers courants	Coût amorti	1	213 988	213 988	207 571	207 571
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	1	2 184 525	2 184 525	1 447 979	1 447 979
Total actifs financiers courants			2 684 350	2 684 350	2 214 862	2 214 862
Total actifs			2 809 440	2 809 440	2 341 962	2 341 962
Emprunts bancaires et autres dettes financières	Coût amorti	Niveau 2	151 514	151 514	226 221	226 221
Dettes de loyers non courantes	Coût amorti	3	2 505 695		2 340 657	
Instruments dérivés passifs non courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	5 141	5 141	6 949	6 949
Autres passifs financiers non courants	Coût amorti	1	5 513		45 138	
Total passifs financiers non courants			2 667 863	156 655	2 566 878	226 221
Emprunts bancaires et autres dettes financières	Coût amorti	Niveau 2	255 179	255 179	729 287	729 287
Dettes fournisseurs	Coût amorti	1	1 800 733	1 800 733	1 822 795	1 822 795
Dettes de loyers courantes	Coût amorti	3	576 372		441 894	
Instruments dérivés passifs courants	Juste valeur par résultat ou Juste valeur -	Niveau 2	124 843	124 843	235 098	235 098
Autres passifs financiers courants	Coût amorti	1	376 584	376 584	343 254	343 254
Total passifs financiers courants			2 632 283	2 055 911	2 993 976	2 562 082
Total passifs			5 300 146	2 212 567	5 560 854	2 778 304

Note 1 - La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers courants non dérivés est jugée correspondre à une approximation de leur juste valeur.

Note 2 - La juste valeur des titres de participation non consolidés sont évalués à l'actif net comptable réévalué, déterminé à partir de paramètres internes.

Note 3 - Comme autorisé par les normes IFRS, la juste valeur de la dette locative et son niveau dans la hiérarchie des justes valeurs ne sont pas fournis.

Note 4 - Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. La juste valeur est basée sur des données de marché et des modèles d'évaluation couramment utilisés. Elle peut être confirmée dans le cas d'instruments complexes par référence à des titres cotés par des institutions financières indépendantes.

Note 5 - La juste valeur des emprunts et dettes financières a été estimée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés à un taux de marché.

18.2. Instruments dérivés

Les dérivés sont initialement évalués à la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont généralement comptabilisées en résultat.

Le Groupe désigne certains dérivés comme étant des instruments de couverture afin de couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie associée à une transaction prévue hautement probable découlant de variations des taux de change et des taux d'intérêt.

Le Groupe dispose de trois stratégies de couverture de flux de trésorerie :

- Couverture du risque de change commercial ;
- Couverture du risque de change financier ;
- Couverture du risque de taux sur les contrats de crédit-bail ;

Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de change des achats et ventes à terme et des instruments optionnels vanilles (cf. Note 18.3.2). Le Groupe désigne comme instruments de couverture du risque de taux des swaps de taux (cf. Note 18.3.1).

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture de flux de trésorerie, la part efficace de la variation de la juste valeur du dérivé au titre du risque couvert est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et accumulée dans la réserve de couverture.

La part inefficace de la variation de juste valeur est directement enregistrée au compte de résultat. Le montant cumulé dans la réserve de couverture est reclassé en résultat de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

La variation de valeur temps ou du report/déport des dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est enregistrée en capitaux propres en Autres résultats et est prise dans le résultat à l'échéance du sous-jacent, conformément aux principes retenus par le Groupe.

Lorsque la couverture de flux de trésorerie ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture ou que l'instrument de couverture est vendu, arrive à maturité, est résilié ou est exercé, le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif.

Le montant cumulé en réserve de couverture au niveau des capitaux propres est :

- recyclé immédiatement en résultat si le sous-jacent n'existe plus
- recyclé au résultat au titre de la ou des périodes durant lesquelles les flux de trésorerie initialement couverts impactent le résultat net.

Lorsque le Groupe cesse d'appliquer la comptabilité de couverture à une couverture de flux de trésorerie, le montant cumulé en réserve de couverture demeure en capitaux propres, pour la couverture d'une transaction entraînant la comptabilisation d'un actif non financier, jusqu'à être inclus dans le coût de l'élément non financier lors de sa comptabilisation initiale ou, pour les autres couvertures des flux de trésorerie, jusqu'à être reclassé en résultat de la ou des périodes auxquelles les flux de trésorerie attendus couverts impactent le résultat.

18.3. Gestion des risques

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, risque de change, risque de crédit et risque de liquidité.

18.3.1. Risques de taux d'intérêt

La dette du Groupe en zone Euro est essentiellement composée de financements à taux variable.

Notre politique actuelle de la gestion du risque de taux d'intérêt est de mettre en place une couverture pour fixer le taux de financement d'un projet (ex : mécanisation d'un entrepôt).

En fixant le taux, nous fixons les flux financiers futurs de ce projet, ce qui assure également le ROI global du projet.

Le Groupe détient un contrat de crédit-bail immobilier (taux variable) avec cinq tirages qu'il couvre par cinq swaps de taux (échange de taux d'intérêts variable contre fixe) pour un nominal cumulé de 38,9 M€.

Ces swaps sont qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie exposés au risque de taux.

Il n'y a pas d'inefficacité significative concernant la couverture des risques de taux.

Nous avons également des Cross Currency Swaps sur Decathlon SE et Iguasport qui couvrent des prêts intragroupe octroyés par Decathlon SE pour un montant total de 92.7 M€.

Analyse de sensibilité au taux d'intérêt des instruments à taux variables

Une variation raisonnablement possible de 50 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) du résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les cours de change, sont supposées rester constantes.

Impact en milliers d'euros

		SENSIBILITE	
		Baisse des taux de 0,5%	Hausse des taux de 0,5%
Emprunts et Dettes Financières à taux variables au 31/12/23		-2 550	-1 720
<i>Dont OCI</i>		1 250	2 395
<i>Dont P&L</i>		-3 799	-4 115
Détails	CCS BRL	178	69
	CCS PLN + HUF	-3 900	-4 106
	IRS	1 172	2 317

18.3.2. Risques de change

Le Groupe est exposé au risque de change dans la mesure où il existe une différence entre la monnaie dans laquelle sont libellés certaines ventes, achats et la monnaie fonctionnelle de chaque entité du Groupe. Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont essentiellement

libellées sont l'euro (EUR), le dollar (USD), le Yuan (RMB), le zloty polonais (PLN) et la couronne tchèque (CZK).

Les monnaies fonctionnelles des entités du Groupe sont les devises locales des entités sauf Desipro (USD), Decathlon Cambodge (USD) et ProxyTunisie (EUR).

Les achats et ventes à terme de devise sont qualifiés de couverture. Le Groupe désigne la composante au comptant d'un contrat de change à terme ainsi que le report/déport comme élément de couverture.

Nous distinguons deux types de risque de change :

- Le risque de change commercial lié aux achats / ventes de marchandises en devises
- Le risque de change financier lié aux prêts / emprunts intra groupe libellés en devises

La politique de gestion du risque de change commercial du Groupe est de couvrir son exposition exprimée sur la base de prévisions d'achats et de ventes. Le Groupe utilise des contrats à terme et options vanilles de change pour couvrir ses expositions au risque de change. Ces contrats sont désignés en tant qu'instruments de couverture de flux de trésorerie.

Couverture de change :

Nos couvertures commerciales et financières sont réalisées sur une cinquantaine de paires de devises différentes dont les 4 principales représentent 83% du volume couvert en valeur absolue sur un total couvert de 11,6 Mds EUR équivalent :

en milliers d'euros

EURUSD	5 400 342
USDCNY	3 421 002
EURPLN	550 300
EURCZK	302 698

Le Groupe dispose de cross-currency swaps EUR/PLN et EUR/HUF contractés par Decathlon SE pour couvrir les financements intragroupes pour un montant de 48 MEUR.

Dans les comptes consolidés du Groupe, ces instruments sont comptabilisés en opérations détenues à des fins de transactions (« trading »).

Nous appliquons la comptabilité de couverture sur nos actifs / passifs monétaires. La part inefficace est non significative.

Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité est à réaliser par rapport aux monnaies étrangères, i.e. aux monnaies autres que les monnaies fonctionnelles des différentes entités du Groupe. On exclut ainsi de l'analyse de sensibilité les impacts de la conversion des états financiers des filiales en devises étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe.

Un renforcement (affaiblissement) raisonnablement possible du dollar, du Yuan et de la livre sterling par rapport aux autres devises à la date de clôture affecterait l'évaluation des instruments financiers libellés en monnaie étrangère et le résultat net à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes et les impacts des ventes et achats prévisionnels ont été ignorés.

Exposition nette en devise :

<i>Impact en milliers d'euros</i>	OCI	
	Hausse de 10%	Baisse de 10%
31/12/2023		
USD (variation de 10%)	349 380	-394 662
CNY (variation de 10%)	228 816	-251 717
CZK (variation de 10%)	509 629	-321 922
PLN (variation de 10%)	90 485	-130 922

18.3.3. Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Les valeurs comptables des actifs financiers représentent l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe sont détenus auprès de contreparties bancaires et d'institutions financières de premier rang.

Le Groupe considère que sa trésorerie et équivalents de trésorerie présentent un risque quasiment nul de risque de crédit au vu des notations de crédit externes de leurs contreparties.

Créances clients et actifs sur contrats

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Cependant, le Groupe prend aussi en considération les facteurs pouvant avoir une influence sur le risque de crédit de la clientèle, notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lesquels les clients exercent leur activité.

Au 31 décembre 2023, les dépréciations des créances concernent l'activité de production à hauteur de 43% (5.3 M€ dont 2.1 M€ sur Desipro) et le retail à hauteur de 48% (6 M€ dont 1.6 M€ sur la Decathlon Belgique, 2.1 M€ sur Decathlon India et 1 M € sur Decathlon France).

Le risque est limité aux créances faisant l'objet de dépréciation.

18.3.4. Risques de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque auquel est exposé le Groupe lorsqu'il éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers. L'objectif du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Les ressources de financement disponibles sont gérées de façon à garantir sur un horizon de deux ans, la couverture de notre dette financière nette "stressée", à 100% par des financements stables (lignes de crédit moyen terme confirmées avec des maturités conformes aux échéances prévues).

Le stress test s'entend par une baisse de 30% de l'EBITDA sur les 24 mois à venir.

La trésorerie disponible des filiales du Groupe est remontée au niveau de la maison-mère via l'intégration à un cashpooling (quand la législation locale le permet).

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers à la date de clôture s'analysent comme suit. Les montants, exprimés en données brutes et non actualisées, comprennent les paiements d'intérêts contractuels.

La stratégie de financement intègre également la diversification de nos financements :

- Une enveloppe de 1 000 MEUR de billets de trésorerie.

31-déc-23	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€			
		Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	406 693	406 693	257 057	68 704	80 932
Passifs liés aux avantages du personnel	591 082	591 082	468 967	80 701	41 415
Autres passifs financiers	590 525	590 525	585 020	5 505	
Dettes fournisseurs	1 800 725	1 800 725	1 800 725		
Total passifs financiers*	3 389 025	3 389 024	3 111 768	154 909	122 347
Instruments dérivés adossés à dette sur CBI	-38 908				-38 908

31-déc-22	Valeur comptable	Flux financiers contractuels en k€			
		Total	moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	955 508	955 508	742 684	119 456	93 367
Passifs liés aux avantages du personnel	605 299	605 299	472 672	5 216	127 411
Autres passifs financiers	617 962	617 962	574 864	43 098	
Dettes fournisseurs	1 822 795	1 822 795	1 822 795		
Total passifs financiers*	4 001 564	4 001 564	3 613 015	167 770	220 778
	-44 662				-44 662

* Hors produits constatés d'avance et provisions retour clients.

Les autres passifs financiers sont notamment constitués de la TVA à payer (259 M€), de clients créditeurs liés aux ventes Ecommerce (188 M€) ainsi que de put sur minoritaires Avanis (34M€).

19. Transactions avec les parties liées

Transactions avec l'entité mère du groupe

En 2023, il n'y a pas eu de transaction significative avec l'entité mère du groupe, hormis le versement de dividendes.

Transactions avec les sociétés mises en équivalence.

En 2023, aucune transaction significative n'est intervenue entre Decathlon et les sociétés mises en équivalence.

20. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan significatifs sont présentés ci dessous :

<u>Engagements reçus</u>				
M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	28	6	13	9
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change (2)	2 006	914	1 093	
Lignes de financement CT	95	89	5	
Lignes de financement MT	1 057	200	857	
Lignes de garantie bancaire	20		13	7
Engagements "Autres" reçus				
Autres	1	0	0	
Total	3 208	1 209	1 981	16
<u>Engagements donnés</u>				
M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres	18	2	3	13
Total	18	2	3	13
<u>Engagements réciproques</u>				
M€	Décembre 2022	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	61	45	16	
Engagements partenariats	50	10	40	
Stocks consignés	28	28		
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 577	4 333	244	
Swaps de taux (2)	109	38	18	53
Total	4 826	4 454	318	53

Engagements reçus

M€	Décembre 2023	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Immobiliers" reçus				
Contrats de location (1)	25	7	12	6
Engagements "Financiers" reçus				
Options de change et autres engagements reçus (2)	1 314	435	879	
Lignes de financement CT	117	111	6	
Lignes de financement MT	1 109	470	639	*
Lignes de garantie bancaire	20			20
Total	2 585	1 023	1 535	26

Engagements donnés

M€	Décembre 2023	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Autres" donnés				
Autres engagements donnés	36	32	3	1 *
Total	36	32	3	1

Engagements réciproques

M€	Décembre 2023	< 1 an	1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements "Production" / "Appro" réciproques				
Commandes fermes et engagements de capacités	164	122	41	1
Engagements partenariats	32	10	22	
Stocks consignés	14	14		*
Make-to-Stock (3)	47	43	3	*
Engagements "Financiers" réciproques				
Couverture de change (2)	4 187	3 938	250	
Swaps de taux (2)	123	44	6	74
Total	4 568	4 171	323	75

(1) Concerne essentiellement le périmètre immobilier France;

(2) Make-to-Stock, correspondant au stock disponible chez les fournisseurs du Groupe, sur lesquels il existe un engagement de rachat;

(3) Évalués à la juste valeur pour la partie gérée par la trésorerie groupe (reliquat non significatif).

Les engagements immobiliers reçus correspondent principalement aux loyers à recevoir jusqu'à la prochaine échéance de résiliation du bail de nos locataires externes. Ces engagements concernent principalement Decathlon en France.

Les engagements reçus financiers correspondent aux lignes de crédit court terme et moyen terme et lignes de garantie bancaire négociées auprès des organismes financiers ainsi qu'aux dérivés optionnels souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change.

Les autres engagements donnés concernent principalement la centrale d'achat (contrats consultants ainsi que des partenariats) et la promesse d'achat des titres E2Drives.

Les engagements réciproques de production concernent principalement les contrats de réservation des lignes de production, les engagements de capacité, les contrats d'outillage

auprès de nos partenaires de production, ainsi que les engagements de rachat de stock auprès des fournisseurs du Groupe.

Les engagements réciproques financiers correspondent aux instruments dérivés de change souscrits auprès de nos partenaires bancaires dans le cadre des couvertures du risque de change et des taux.

21. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires versés par le Groupe à ses commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes individuels et consolidés s'élèvent à 3.9 M€ (2022: 3.4 M€).

Le montant des honoraires d'audit de missions autres que la certification des comptes s'élève à 0.6 M€ (2022: 0.8 M€).

BILAN CONSOLIDE

		31/12/2023	31/12/2022
En K€	Note		
Goodwill	Note 5.3	29 018	29 018
Immobilisations incorporelles	Note 9.1	249 868	256 237
Immobilisations corporelles	Note 9.2	2 883 083	3 224 086
Droits d'utilisation	Note 9.3	2 852 744	2 678 487
Entités mises en équivalence	Note 5.5	19 924	19 881
Instruments dérivés actifs non courants	Note 18.2	23 949	27 727
Actifs financiers non courants	Note 10	101 140	99 373
Actifs d'impôt différé	Note 8	863 882	170 920
Total actifs non courants		7 023 609	6 505 729
Stocks	Note 11	2 968 246	3 778 336
Créances clients	Note 12	251 202	284 157
Créance d'impôt courant	Note 8	88 912	69 996
Instruments dérivés actifs courants	Note 18.2	34 635	275 156
Autres créances courantes	Note 12	459 848	524 388
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	2 184 525	1 447 979
Total actifs courants		5 987 368	6 380 011
Total des actifs		13 010 977	12 885 740
Capital social		10 600	10 600
Primes d'émission		273 231	273 231
Réserves		4 317 081	4 263 028
Résultat net de l'exercice		800 906	898 127
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	Note 14	5 401 818	5 444 986
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 5.4	13 713	14 077
Total des capitaux propres		5 415 531	5 459 063
Emprunts et dettes financières non courants	Note 16	151 514	226 221
Dettes de loyers non courantes		2 505 695	2 340 657
Passifs non courants liés aux avantages du personnel		105 875	98 352
Provisions pour retraites	Note 6	47 635	34 000
Provisions	Note 15	117 515	154 156
Instruments dérivés passifs non courants	Note 18.2	5 141	6 949
Autres passifs financiers non courants		5 690	45 138
Passifs d'impôt différé	Note 8	680 481	36 178
Passifs non courants		3 619 547	2 941 651
Emprunts et dettes financières courants	Note 16	255 179	729 287
Instruments dérivés passifs courants	Note 18.2	124 843	235 098
Dettes de loyers courantes		576 372	441 894
Passifs courants liés aux avantages du personnel		437 572	472 947
Dettes fournisseurs	Note 17	1 800 725	1 822 795
Passifs d'impôt courant	Note 8	74 944	71 424
Autres passifs courants	Note 17	706 266	711 581
Passifs courants		3 975 900	4 485 026
Total des passifs		7 595 447	7 426 677
Total des capitaux propres et passifs		13 010 977	12 885 740